



**HAL**  
open science

# La grande illusion : Bilan de la politique afghane du Pakistan

Gilles Dorronsoro

► **To cite this version:**

Gilles Dorronsoro. La grande illusion : Bilan de la politique afghane du Pakistan. Les études du CERI, Centre de recherches internationales de Sciences Po (CERI), 2002, 84, pp.30. hal-03462363

**HAL Id: hal-03462363**

**<https://hal-sciencespo.archives-ouvertes.fr/hal-03462363>**

Submitted on 1 Dec 2021

**HAL** is a multi-disciplinary open access archive for the deposit and dissemination of scientific research documents, whether they are published or not. The documents may come from teaching and research institutions in France or abroad, or from public or private research centers.

L'archive ouverte pluridisciplinaire **HAL**, est destinée au dépôt et à la diffusion de documents scientifiques de niveau recherche, publiés ou non, émanant des établissements d'enseignement et de recherche français ou étrangers, des laboratoires publics ou privés.



Distributed under a Creative Commons Attribution - NonCommercial - NoDerivatives | 4.0 International License

Les Études du CERI  
N° 84 - mars 2002

**La grande illusion**  
**Bilan de la politique afghane du Pakistan**

Gilles Dorronsoro

# La grande illusion

## Bilan de la politique afghane du Pakistan

Gilles Dorronsoro

*IEP Rennes/CNRS*

La guerre d'Afghanistan a eu des conséquences majeures, en une vingtaine d'années, sur la politique, l'environnement régional et la société même du Pakistan. Pour en prendre la mesure, il faut tenir compte de trois dimensions : étatique, transnationale et locale (la frontière afghano-pakistanaise). Le premier point de vue est celui des institutions étatiques, souvent concurrentes, qui ont fait la politique afghane du Pakistan à partir d'un projet « géopolitique ». Celui-ci, loin d'être imposé par des contraintes objectives, est l'expression de l'intérêt national comme construction idéologique, alors que la pratique des institutions en charge du dossier afghan renvoie à un imaginaire hérité des pratiques britanniques sur la frontière afghano-pakistanaise<sup>1</sup>. Le deuxième point de vue est celui des solidarités qui existent entre partis et institutions religieuses de part et d'autre de la frontière, qu'instrumentalise l'Etat pakistanais pour atteindre ses objectifs de politique extérieure. Le troisième enfin suppose de prendre en compte la présence des populations réfugiées et le développement du commerce transfrontalier, qui ont eu pour effet un

---

<sup>1</sup> Les rapports entretenus par les deux pays sont pour partie issus de l'ambiguïté qui demeure en ce qui concerne la reconnaissance par chacun d'eux de leur frontière commune. En 1863, les Britanniques et les Afghans, représentés respectivement par Sir Durand et Abdur Rahman, signèrent un accord définissant la « ligne Durand ». Cette frontière artificielle, qui délimitait l'Afghanistan, allait du Chitral au Baloutchistan et traversait les territoires pachtounes. Le départ des Britanniques en 1947 et la création du Pakistan donnèrent l'occasion aux Afghans de revendiquer les territoires peuplés par les Pathans - Pachtounes du Pakistan - et de prôner l'autonomie des territoires qui s'étendent du Nord de Pechawar jusqu'au Baloutchistan, qu'ils proposèrent de baptiser « Pachtounistan ». C'est dans ce contexte que Kaboul vota contre l'entrée d'Islamabad à l'ONU, renforça ses liens avec l'Inde et adopta une politique pugnace vis-à-vis du Pakistan, politique qui poussa les Américains à refuser de lui livrer des armes. L'agressivité de Daoud, Premier ministre à partir de 1953, dans ses revendications sur les Pathans resserra les liens de l'Afghanistan avec l'URSS.

renforcement de l'identité nationale pakistanaise et dans le même temps une autonomie croissante des régions frontalières par rapport au pouvoir central. Ces trois dimensions, dont la distinction a surtout une valeur analytique, s'articulent imparfaitement par l'action des institutions étatiques qui déterminent en partie les règles du jeu pour les autres acteurs.

De ce point de vue, les attentats du 11 septembre 2001 et l'intervention américaine en Afghanistan ont amené des changements radicaux dans la politique menée par le Pakistan. Ayant perdu beaucoup de son autonomie depuis la fin de l'URSS, il s'est trouvé contraint, en raison notamment de sa fragilité financière et de son isolement diplomatique, de modifier ses pratiques de politique extérieure et, peut-être, la définition même de son intérêt national. L'Etat est désormais acculé à une épreuve de force avec les groupes qu'il avait jusque-là utilisés pour imposer un nouvel arrangement de pratiques compatibles avec sa position dominée dans l'ordre international.

### **LE NIVEAU ETATIQUE : « PROFONDEUR STRATEGIQUE » ET IMAGINAIRE COLONIAL**

En décembre 1979, l'invasion soviétique de l'Afghanistan a représenté une menace pour le Pakistan, mais aussi une ressource pour le régime de Zia-ul-Haq, dont la dictature militaire avait été sévèrement condamnée par la communauté internationale après la pendaison de son prédécesseur Zulfikar Ali Bhutto. Après quelques hésitations, le Pakistan a reçu le plein appui américain, qui s'est manifesté par une aide militaire de 3,2 milliards de dollars et une aide totale de 7,2 milliards dans les années quatre-vingt<sup>2</sup>. De plus, en 1981, un crédit du FMI de 1,6 milliard - le plus important alors concédé à un pays en voie de développement - lui a été accordé. En échange de cet appui, le Pakistan est devenu le relais de l'aide occidentale à la résistance afghane et le sanctuaire des mouvements de guérilla anti-soviétique. Ainsi, les 6 milliards de dollars d'aide à la guérilla afghane ont-ils été essentiellement distribués par le Pakistan, qui en a conservé une partie<sup>3</sup>.

Il ne s'est pas contenté d'être un simple instrument de l'Occident, et a utilisé sa position d'intermédiaire pour contrôler les partis afghans et développer sa propre politique. D'un point de vue institutionnel, la tutelle pakistanaise s'est exercée de trois manières : les affaires politiques et militaires ont été supervisées par l'ISI (Inter-Services Intelligence), les contacts internationaux et les négociations par le ministère des Affaires étrangères et l'aide aux réfugiés par le Commissioner for Afghan Refugees. Le rôle du Pakistan a été déterminant dans la formation des mouvements politiques afghans en exil qui sont apparus en 1978-79 : le gouvernement pakistanais a décidé de limiter le nombre de ces mouvements à sept (en ce qui concerne les sunnites<sup>4</sup>) et pendant toute la guerre, un

---

<sup>2</sup> P. Dikshit, « 1993: Afghanistan Policy », *Strategic Analysis*, novembre, vol. XVI, n° 8, p. 1073. Pour une approche historique de la politique étrangère pakistanaise, voir S. M. Burke et L. Ziring, *Pakistan's Foreign Policy. An Historical Analysis*, Oxford, Oxford University Press, 1990.

<sup>3</sup> James Rupert, « Afghanistan's slide toward civil war », *World Policy Journal*, vol XI, n° 4 (automne 1989).

<sup>4</sup> La plupart des partis chiites étaient basés en Iran.

général pakistanais a participé aux réunions des partis en exil. La stratégie sur le terrain a été largement définie par les militaires pakistanais : la tentative de prendre Jalalabad au printemps 1989 a été planifiée par des officiers pakistanais, présents sur le terrain pour diriger les manœuvres. L'administration pakistanaise a également eu un rôle décisif dans la répartition de l'aide destinée aux 3,2 millions d'Afghans présents sur son sol, dont une partie importante n'est - semble-t-il - jamais parvenue aux réfugiés. Enfin, sur la scène diplomatique, le Pakistan a été le représentant des partis de *mojahiddin*, qui ne furent jamais invités à participer directement aux négociations<sup>5</sup>.

Par ailleurs, la politique afghane du Pakistan - depuis l'invasion soviétique jusqu'au 11 septembre 2001 - se caractérise par une grande stabilité et ne dépend pas, pour l'essentiel, du parti au pouvoir. Ainsi, le soutien au Hezb-i islami a-t-il perduré après la mort de Zia-ul-Haq et n'a-t-il cessé qu'en raison de son échec sur le terrain. De même, l'alternance entre Benazir Bhutto et Nawaz Sharif n'a-t-elle pas eu de répercussions sur la politique afghane, ce dernier continuant à soutenir les taliban. Cette continuité s'explique par le poids de l'institution militaire et aussi par une perception largement consensuelle de l'intérêt national pakistanais. Le projet, souvent décrit par les militaires, était de donner une « profondeur stratégique » au Pakistan par rapport à l'Inde en installant un gouvernement pro-pakistanais à Kaboul (afin notamment d'empêcher le retour de l'alliance de revers entre l'Afghanistan et l'Inde<sup>6</sup>) et, au-delà, en créant un espace musulman capable de s'opposer à elle économiquement, démographiquement, et peut-être même militairement. Le rapport de force avec l'Inde - et indirectement la question cachemirienne - conditionnent donc toute la politique afghane du Pakistan. Dans cette logique, le pouvoir pakistanais, menant une politique d'islamisation initiée par les gouvernements d'Ali Bhutto et de Zia-ul-Haq, a soutenu les mouvements islamistes afghans qui témoignaient *a priori* d'une solidarité idéologique avec lui. Dans les années quatre-vingt, le Hezb-i islami avait d'ailleurs proposé une confédération entre l'Afghanistan et le Pakistan pour plaire à ce dernier, son protecteur. A l'inverse, le Pakistan a eu un rôle déterminant dans l'élimination ou la marginalisation des mouvements maoïstes et nationalistes au sein de la résistance afghane, parce qu'ils mettaient potentiellement son influence en danger.

Cependant, la politique réelle ne se réduit pas à cette vision stratégique. En effet, la politique afghane du Pakistan a été mise en œuvre par des militaires qui avaient une vision « orientaliste » de l'Afghanistan. De manière implicite, le modèle qui orientait les officiers de l'ISI en charge des contacts avec les commandants afghans était celui de la zone tribale pakistanaise, où le pouvoir central manipule les divisions tribales sur le modèle du *divide and rule* britannique. C'est probablement pourquoi l'ISI a aidé au développement de la faction Khâlès du Hezb-i islami contre celle d'Hekmatyar en 1980, alors même qu'elle soutenait prioritairement ce dernier. De manière générale, les services pakistanais ont systématiquement divisé les partis afghans en jouant les commandants les uns contre les autres, au risque de les affaiblir dans leur lutte contre les Soviétiques<sup>7</sup>. Cette vision de l'Afghanistan n'était pas uniquement celle des militaires : au moins jusqu'au 11 septembre, l'Afghanistan était considéré par la classe politique pakistanaise comme une extension de

---

<sup>5</sup> D. Cordovez et S. S. Harrison, *Out of Afghanistan. The Inside Story of Soviet Withdrawal*, Oxford, Oxford University Press, 1995.

<sup>6</sup> Voir Ahmad Iqbal, « A mirage mis-named strategic depth », *Al-Ahram* (Le Caire), n° 392, 27 août-2 septembre, 1998.

<sup>7</sup> Sur les partis politiques afghans, voir Dorronsoro 2000, pp. 109 et s.

la région frontalière pakistanaise. C'est ainsi le ministère de l'Intérieur, et non celui des Affaires étrangères, qui a eu un rôle dominant dans les contacts avec les interlocuteurs afghans (en Afghanistan).

## **Du Hezb-i islami aux taliban**

Pour appliquer sa stratégie, le Pakistan a constitué un réseau de clients afghans, dont le Hezb-i islami puis les taliban ont été les plus importants. La relation entre le Hezb-i islami et l'ISI remonte aux années soixante-dix, quand de jeunes islamistes Afghans se réfugièrent au Pakistan pour fuir la répression du régime de Daoud<sup>8</sup>. En 1975, l'ISI joua un rôle déterminant dans l'organisation d'une tentative ratée de coup d'Etat, à l'occasion de laquelle Massoud fit ses premières armes dans le Panjchir. Hekmatyar, le futur leader du Hezb-i islami, eut alors un rôle de coordination avec les services pakistanais et s'imposa comme l'allié privilégié d'Islamabad. Pendant l'occupation soviétique, le Pakistan redistribua une part importante de l'aide au Hezb-i islami (probablement autour de 40 %), malgré sa politique d'agression vis-à-vis des autres partis et une marginalisation progressive sur le terrain. Le Hezb-i islami quant à lui profita de ses bonnes relations avec l'administration pakistanaise pour s'implanter dans les camps de réfugiés et pourchasser ses ennemis politiques<sup>9</sup>. Après le retrait soviétique et la chute du régime de Kaboul en 1992, le Pakistan se donna pour priorité de mettre Hekmatyar au pouvoir, ce qui joua un rôle majeur dans la perpétuation de la guerre civile, notamment dans la capitale.

A la même époque, après le départ des Soviétiques, on perçut dans les zones contrôlées par les chefs de guerre autour de Quandahar, en constante rivalité les uns contre les autres, une indignation gagner en particulier les étudiants qui étaient rentrés des madrassas du Baloutchistan.

Cependant, le soutien au Hezb-i islami se révéla décevant sur le terrain et dangereux d'un point de vue diplomatique, nous le verrons. C'est pourquoi Benazir Bhutto souhaita prendre ses distances avec ce parti, qu'elle remplaça lorsqu'elle revint au pouvoir en 1993 par un autre relais en Afghanistan : le Jamiat-i ulema, lié aux madrassas deobandies du Baloutchistan. Sur un plan institutionnel, les changements à la tête de l'ISI coïncidèrent avec le tournant de la politique pakistanaise. Après 1992, son chef le lieutenant général Naved Nasir, nommé par Nawaz Sharif, était un partisan d'Hekmatyar, dont l'échec fut également celui de l'ISI. Lorsque Nawaz Sharif fut démis de ses fonctions par le président Ghulam Ishaq Khan en 1993, le général Nasir démissionna et des dizaines d'officiers de l'ISI furent renvoyés ou déplacés<sup>10</sup>. Le nouveau directeur de l'ISI, le lieutenant général Javed Ashraf Ghani, se montra plus prudent en laissant le général Nasrullah Babar, alors ministre de l'Intérieur de Benazir Bhutto et qui avait été le conseiller de son père pour les affaires afghanes, prendre en charge la politique afghane du Pakistan. A ce moment, la

---

<sup>8</sup> Pour Tahir 1984, environ 600 islamistes auraient été victimes de Daoud.

<sup>9</sup> Dans les années quatre-vingt, le Hezb-i islami semble avoir disposé de prisons privées au Pakistan où il a pu détenir et faire assassiner ses adversaires, notamment les maoïstes, les nationalistes et les royalistes.

<sup>10</sup> En octobre 1995, quarante officiers furent d'ailleurs arrêtés, accusés d'avoir fomenté un coup d'Etat sous la direction de Naved Nasir ; voir Ziring 2000, p. 566.

politique à long terme de Nasrullah Babar n'était pas encore très claire. Il se déclara par exemple favorable au retour du roi dans une interview au *Frontier Post* du 30 avril 1994. En revanche, son objectif immédiat était l'ouverture d'une route vers le Turkménistan à partir de Quetta. En septembre 1994, un consulat fut inauguré à Hérat en présence de Nasrullah Babar et d'Ismaël Khan (le commandant local).

En effet, la « création » des taliban<sup>11</sup> par les Pakistanais correspondait initialement à un objectif commercial : mettre fin aux rançonnements des petits commandants sur la route Achkhabad-Quetta. Leur première opération militaire, appuyée par les *Frontier Corps*, a d'ailleurs été, au début du mois de novembre 1994, la libération d'un convoi pakistanais à destination du Turkménistan qui avait été pris en otage. Leur succès, notamment la prise de Qandahar à l'automne 1994 puis celle d'Hérat un an plus tard, a ouvert la route entre le Pakistan et le Turkménistan. Le soutien aux taliban s'est alors conjugué avec des tentatives pour obtenir de Dostam (le chef milicien du Nord) l'ouverture de la route vers l'Ouzbékistan. Hamid Gul, ancien directeur de l'ISI, a ainsi conduit plusieurs missions chez Dostam début 1995, et Nasrullah Babar a effectué l'année suivante une série de navettes entre Kaboul et Mazar-i Sharif pour ouvrir la route de l'Asie centrale au Pakistan. L'échec de ces négociations a conduit le Pakistan à chercher une solution militaire.

Ce soutien a pris différentes formes, avec en premier lieu la fourniture aux taliban de matériel de guerre, qui allait à l'encontre de l'embargo décrété par les Nations Unies<sup>12</sup>. L'entraînement des soldats afghans et des volontaires étrangers a été assuré en partie par des officiers pakistanais. De plus, des militaires pakistanais ont été présents de façon continue pour encadrer les opérations militaires importantes, ce qui explique les innovations tactiques et la bonne coordination des groupes au combat. Ainsi, la prise d'Hérat en septembre 1995 a montré une extrême mobilité des taliban, qui se déplaçaient en voitures tout-terrain et débordaient les lignes de leurs ennemis. A l'été 2000, des commandos pakistanais ont probablement combattu à leurs côtés pour prendre la bourgade de Taloqan, dont la chute a considérablement gêné la logistique de Massoud. D'un point de vue diplomatique, le Pakistan a été l'un des rares Etats à reconnaître le régime taliban et le seul à essayer de le rendre acceptable sur la scène internationale. Enfin, une campagne d'assassinats dans la NWFP (North West Frontier Province) a visé tous ceux qui proposaient une alternative à leur présence<sup>13</sup>. Le meurtre de Abdul Ahad Karzay (père de Hamid Karzay) à Quetta en juillet 1999 a coïncidé avec une nouvelle tentative des royalistes pour faire aboutir une solution de compromis autour du roi. Les femmes afghanes travaillant dans les camps ont été menacées, comme l'association féministe maoïste RAWA (Revolutionary Association of Women in Afghanistan) qui a dû annuler des manifestations par crainte d'être attaquée. De plus, des commandants qui avaient autrefois joui du soutien du Pakistan ont été éliminés (la famille d'Abdul Haq a été en partie massacrée). Le fait de ne pas avoir octroyé de visa à Hekmatyar en 1999 fut également un signe du soutien des autorités pakistanaises aux taliban et de leur refus de tout compromis, à l'image de l'expulsion de deux représentants directs d'Hekmatyar en septembre 1997 (Hâji Farid et Abdul Hadi Aghandiwal).

Comment apprécier le degré de contrôle exercé sur les taliban ? Certains analystes ont

---

<sup>11</sup> Une première tentative pour utiliser les étudiants religieux aurait été faite en 1992-93, sous la responsabilité du général Naved Nasir, mais celui-ci ayant été limogé, la tentative s'arrêta là.

<sup>12</sup> Pour plus de détails sur l'implication des puissances régionales, voir Human Rights Watch 2001.

<sup>13</sup> Human Rights Commission of Pakistan 1999, p. 293.

fait de ces derniers les simples instruments du Pakistan dans une perspective théorique réaliste mettant en avant des « enjeux géopolitiques », notamment énergétiques<sup>14</sup>. En fait, il semble que la situation ait été différente : les taliban se sont souvent trouvés en contradiction avec le Pakistan. Ainsi, la première offensive contre Hérat au printemps 1995 a-t-elle été faite en dépit des conseils pakistanais, de même que la pendaison de Najibullah lors de la prise de Kaboul en 1996 ou la destruction des Bouddhas de Bamyan en réaction aux sanctions de l'ONU en 2001. Par ailleurs, les taliban ont toujours refusé de livrer à la police pakistanaise les militants appartenant à des mouvements extrémistes comme le Sipah-i Sahaba Pakistan (SSP) et le Lashkar-e Jhangvi (JL), notamment son chef Riaz Basra<sup>15</sup>. En mars 1997, ils ont même arrêté une équipe pakistanaise du Anti Narcotic Force, qui avait pénétré sans autorisation en Afghanistan. En fait, la concentration du pouvoir dans les mains de mollah Omar a limité les possibilités de pression, d'autant que les oulémas qui formaient les cadres du mouvement ont manifesté jusqu'au bout une grande cohésion.

Cette indépendance par rapport au Pakistan a rendu le projet pakistanais de contrôle de l'Afghanistan illusoire. La reconstruction de l'Etat par les taliban annonçait de plus le développement de conflits d'intérêts, notamment commerciaux, entre les deux pays. L'influence pakistanaise n'aurait probablement pas duré plus que la guerre civile, et la marginalisation de Massoud est allée de pair avec une indépendance croissante des taliban. Ajoutons qu'au sein même du mouvement, nous avons perçu au fil de différents entretiens<sup>16</sup> un sentiment anti-Pakistanais assez fort, notamment dans le Sud. Les Pakistanais se sont trompés parce qu'ils ont cru que les mouvements islamistes seraient nécessairement anti-Indiens, ce qui était une projection sur l'extérieur d'une problématique proprement interne. En fait, un islamiste comme Massoud a eu de bons rapports avec l'Inde et l'évolution idéologique d'Hekmatyar a montré un glissement sensible vers le nationalisme pachoune dans les années quatre-vingt dix. La politique afghane du Pakistan a eu également comme effet pervers de conduire à son isolement régional.

## L'isolement régional du Pakistan

Si la mise en place d'un gouvernement taliban à Kaboul était destinée à ouvrir l'Asie centrale à une influence économique et politique pakistanaise, le résultat en pratique a été inverse et le Pakistan s'est retrouvé confronté à une réaction hostile des pays de la région (le Turkménistan mis à part). La présence avérée de *mojahiddin* taliban au Tadjikistan pour combattre aux côtés de l'opposition islamiste, et les liens entre le Mouvement islamique ouzbek et les taliban<sup>17</sup> ont été perçus comme une volonté délibérée de

---

<sup>14</sup> Rashid 2000.

<sup>15</sup> Mais les combattants du camp de Salman Farsi à Jawad (près de la frontière pakistanaise) appartenant au Hezb ul-mojahidin furent expulsés par les Taliban et certains furent arrêtés par les autorités pakistanaises.

<sup>16</sup> En particulier à Qandahar en janvier 1996, et en avril 2000 à Mazar-i Sharif.

<sup>17</sup> Leur leader, Namangani, était chargé des opérations militaires de la région Nord pendant la guerre contre les Etats-Unis.



déstabilisation de l'Asie centrale. Après la prise de Kaboul en septembre 1996, ces pays et la Russie ont immédiatement organisé un sommet sur la sécurité clairement dirigé contre le Pakistan. L'année suivante, lors du sommet ECO de mai 1997, ce dernier a également fait figure d'accusé à cause de sa politique afghane, malgré les propos lénifiants de Nawaz Sharif (contredits par l'offensive des taliban contre Mazar-i Sharif peu après). La prise de Mazar-i Sharif en 1998 a conduit à la fermeture de la frontière entre l'Ouzbékistan et l'Afghanistan. Enfin, les offensives de 1999 et de 2000 ont provoqué des protestations de la part des puissances régionales, mais aussi de l'ONU, dirigées contre le Pakistan autant que contre les taliban.

En réaction contre la politique pakistanaise, certains Etats ont également développé une stratégie de contournement de l'Afghanistan. L'Iran qui, du fait de sa position globalement conservatrice, ne représentait pas une menace politique, a voulu offrir un débouché économique à l'Asie centrale. La construction d'un chemin de fer qui relie Sarakhas (au Turkménistan) au port de Bandar Abbas et son développement apportent au Turkménistan un débouché alternatif à l'Afghanistan. Le Turkménistan et l'Iran ont d'ailleurs mis en place une zone de libre échange à Sarakhas et l'Inde a signé un accord avec l'Iran pour faciliter le transit des marchandises venant d'Asie centrale en 1999.

Enfin, le Pakistan n'a jamais eu les moyens de reconstruire les infrastructures afghanes nécessaires aux transports des marchandises vers l'Asie centrale : même la route qui va de Qandahar à la frontière pakistanaise est en mauvaise état, ce qui ralentit considérablement le commerce avec Quetta. La National Highway Authority, responsable du programme de reconstruction de la route vers le Turkménistan, n'a pas eu d'action concrète, malgré des négociations commencées en décembre 1996 ; l'Afghan Trade Cell, mis en place en juillet 1997<sup>18</sup> n'a jamais eu un budget suffisant pour avoir un impact réel sur le commerce transfrontalier.

## La présence des mouvements radicaux

Dès le retrait soviétique, les relations entre le Pakistan et les Etats-Unis se sont progressivement dégradées en raison de deux sujets de contentieux : le développement du programme nucléaire pakistanaise et la présence de groupes radicaux en Afghanistan et au Pakistan.

La collaboration entre les mouvements internationalistes et les partis afghans, générale dans les années quatre-vingt, a été initialement encouragée par les Etats-Unis et le Pakistan. Abdullah Ezzam<sup>19</sup>, dont Ben Laden a été l'adjoint à la tête du Bureau d'aide aux *mojahiddin*, a financé la plupart des groupes de *mojahiddin*, y compris nombre de ceux qui appartiennent aujourd'hui à l'Alliance du Nord. La guerre du Golfe a ensuite été l'occasion d'une rupture entre ces mouvements et les Etats-Unis, notamment à propos de la présence continue de troupes américaines en Arabie Saoudite. L'Afghanistan est devenu une tête de pont pour les mouvements anti-occidentaux qui disposent là-bas de bases et d'une grande liberté de manœuvre. Les auteurs de différents attentats anti-américains sont passés par les camps afghans, notamment l'un des responsables de l'attentat du

---

<sup>18</sup> Qui succède au Afghan Trade Development Cell créé au ministère de l'Intérieur par Nasrullah Babar.

<sup>19</sup> Pour sa biographie, voir *Sehitler Albümü*, Istanbul, Akabe Kültür Egitim Vakfi, 1992, pp. 19 et s.

World Trade Center de 1993 (Ramzi Yusuf) et Mir Aimal Kansi, un citoyen pakistanais accusé d'avoir mitraillé les locaux de la CIA en janvier 1993<sup>20</sup>. En conséquence, le Pakistan a failli se trouver sur la liste des pays terroristes du Département d'Etat en 1994, ce qui aurait mis fin à l'aide financière internationale, indispensable à la survie économique du pays. Pour répondre à ces critiques, le Pakistan a décidé d'expulser les combattants jihadistes vers l'Afghanistan, ce qui a surtout eu pour effet de déplacer le problème et de rendre ces groupes encore moins contrôlables.

Après la chute de Kaboul aux mains des taliban (septembre 1996), on a assisté à un mouvement de retour des groupes radicaux dont la présence avait diminué après 1992. Une constellation de ces groupes a alors utilisé l'Afghanistan comme sanctuaire. Certains partis pakistanais avaient des camps en Afghanistan pour préparer leurs *mojahiddin* à la guérilla au Cachemire<sup>21</sup>, comme l'aile militaire du Jamaat-i islami, le Hezb ul-mojâhidin et le Harakat ul-Ansar, toujours connu sous ce nom malgré son changement officiel de dénomination en Harakat ul-mojâhidin. Les militants du Harakat ul-Ansar, sous la direction de Mawlawi Jabbar en Afghanistan et de Qari Fazlur Rahman Khalil au Pakistan, essentiellement originaires du Penjab, suivaient des stages militaires d'un à six mois, notamment à Darwanta, près de Jalalabad, dans un camp initialement ouvert par Hekmatyar pour les Arabes, puis fermé lors de la prise de Khost par les taliban en septembre 1996<sup>22</sup>. Deux mouvements issus d'une scission du Harakat ul-Ansar, le Jamiat ul-mojâhidin, sous la direction de mufti Bashir, et le Harakat jihâd islami, sous la direction de Qari Saiful Islam Akhtar, avaient des camps à Muzafarabad et près de Khost. En dehors des groupes pakistanais, des militants du Mouvement islamique ouzbek (2 000 hommes), des Arabes de différents groupes (3 000 hommes environ) et peut-être quelques Tchétchènes se sont progressivement installés<sup>23</sup>. Enfin, des taliban pakistanais ont été régulièrement envoyés par leurs madrassas pour combattre lors des offensives (entre 5 et 7 000 hommes selon les moments).

Les combattants étrangers fournissaient alors une part importante des troupes de combat des taliban (probablement un quart, soit 10 000 hommes environ) et leur coordination se faisait sous l'impulsion de Ben Laden. Ce dernier, venu faire le *jihad* en Afghanistan au début des années quatre-vingt, avait tenté dès 1989 de s'implanter au Soudan, où il s'installa en 1992. Expulsé en mai 1996, il retourna en Afghanistan, au moment où les groupes radicaux se réimplantaient en force. En mai 1998, il lança à Khost sa campagne contre les Etats-Unis et Israël qui se traduisit par les attentats contre les ambassades américaines en Afrique. La riposte américaine et l'isolement croissant de l'Afghanistan confortèrent sa position au sein d'un régime taliban désormais acculé, et suscita sa reconnaissance médiatique. La présence de Ben Laden fut alors une cause essentielle de tensions avec les Etats-Unis, d'autant que le contrôle que les taliban disaient exercer sur sa personne ne l'empêchait pas de continuer ses opérations à l'étranger. Elle fut également la cause de la dégradation des relations du Pakistan avec l'Arabie saoudite. Or ce pays avait appuyé le Pakistan après les sanctions qu'il avait

---

<sup>20</sup> Il sera arrêté au Pakistan en juin 1997 et extradé vers les Etats-Unis.

<sup>21</sup> Il y a des camps d'entraînement en dehors du territoire pakistanais, ce qui permet d'éviter, au moins en théorie, les critiques de l'Inde.

<sup>22</sup> *The News International*, 23 août 1998.

<sup>23</sup> Voir Davies 2001.

encourues à cause de ses essais nucléaires, et joué un rôle de modérateur pendant l'été 1998, après l'assassinat des diplomates iraniens lors de la prise de Mazar-i Sharif par les taliban.

## AU NOM DU *JIHAD* : LES SOLIDARITES TRANSNATIONALES

Le Pakistan a largement associé des institutions privées - partis politiques et madrassas - à sa politique afghane, ce qui lui a permis de disposer de ressources (en militants et en outils de propagande) et d'intervenir à l'extérieur de ses frontières sans enfreindre ouvertement le droit international, ni provoquer directement ses voisins. Cette pratique de sous-traitance a eu pour effet d'installer des groupes de pression et de développer des solidarités transnationales qui ont ensuite suivi leur logique propre.

### Islamistes et fondamentalistes

La plupart des partis islamistes et fondamentalistes ont fait du soutien au *jihad* afghan un des points forts de leurs revendications. Ces mouvements, qui rencontrent généralement des difficultés à attirer des électeurs, utilisent des thèmes dont la charge émotionnelle est forte, comme l'Afghanistan et plus encore le Cachemire, pour mobiliser au-delà du cercle de leurs sympathisants. De plus, les partis religieux développent un discours centré sur l'*Oumma* qui justifie *a priori* la solidarité transnationale entre musulmans. Au-delà de ce soutien de principe, le champ des partis religieux pakistanais est complexe et les organisations pakistanaises de différentes tendances ont joué le rôle de groupes de pression pour l'un ou l'autre parti afghan en fonction de leurs affinités idéologiques. Ainsi, à l'alliance entre les partis islamistes afghans et pakistanais, Hezb-i islami et Jamaat-i islami, a succédé celle des partis fondamentalistes d'inspiration deobandite, notamment le Jamiat-i ulema, avec les taliban.

Dans les années quatre-vingt, le Jamaat-i islami pakistanais a été le principal relais du Hezb-i islami afghan en raison de similitudes d'organisation et d'idéologie. Qazi Husain Ahmad était d'ailleurs l'agent de liaison entre le Jamaat et les *mujahiddin* afghans avant de devenir en 1987 le leader du parti. Il déclarait « le cas afghan est l'unique victoire réelle de l'islam »<sup>24</sup> et a fait du *jihad* afghan un des axes de la propagande du parti. Mais lorsque le Hezb-i islami a disparu et que les taliban ont pris sa place de client du Pakistan, la position des partis religieux pakistanais dans la crise afghane a été profondément modifiée, les courants fondamentalistes prenant une plus grande importance au détriment des islamistes. Le Jamaat-i islami a perdu une bonne partie de son influence sur la politique afghane du Pakistan, ce qui montre que le rapport d'instrumentalisation, bien que

---

<sup>24</sup> « The Afghan case stands as the only tangible victory for Islam », Nasr 1996, p. 75.

réciproque, fonctionnait d'abord au profit des institutions d'Etat. Les mouvements fondamentalistes d'orientation deobandite, notamment le Jamiat-i ulema, sont devenus les relais des taliban au Pakistan, d'autant qu'ils ont formé une alliance politique avec le PPP du Premier ministre Bhutto. Sans leur témoigner d'opposition directe, le Jamaat-i islami a d'abord cherché à jouer un rôle de conciliation entre eux et le Hezb-i islami. L'élimination de ce dernier l'a ensuite conduit à se rapprocher des taliban : il a demandé par exemple leur reconnaissance internationale, même si leurs orientations idéologiques restaient très différentes.

Au total, le développement des partis fondamentalistes pakistanais doit peu à la crise afghane. Les violences « sectaires » (entre chiites et sunnites) en particulier ne sont pas un effet de la guerre d'Afghanistan, ni un sous-produit de la percée des taliban. Même si des militants du Sipah-i Sahaba (Anjuman Sipah-i Sahaba Party)<sup>25</sup> sont allés y combattre, l'émergence de ce parti est d'abord une conséquence des tensions communautaires dues à la politique d'islamisation de Zia-ul-Haq.

## Les taliban et les madrassas pakistanaises

Les institutions religieuses, les madrassas, ont joué un rôle essentiel dans la mobilisation pro-taliban au Pakistan en liaison avec certains partis politiques. Ainsi, la madrasa Dâr ul-Ulum Haqqâniyah à Akora Khattak (district de Peshawar), fondée en 1947 et dont un tiers des oulémas deobandis du Pakistan sont issus, est dirigée par le secrétaire général du Jamiyat ul-ulema, *maulana* Sami ul-Haq. Les oulémas pakistanais, plus conservateurs que ceux d'autres pays, sont généralement solidaires des taliban. Leur méfiance à l'égard de la photographie et des médias en général, et un grand puritanisme en ce qui concerne les questions de mœurs, les en rapprochent<sup>26</sup>. D'autres madrassas, du courant Ahl-i Hadith ou liées au Jamaat-i islami, représentent un courant plus moderniste et gardent une attitude distante par rapport aux taliban en refusant de considérer leur lutte comme un *jihad* (effort pour Dieu). Le Jamiat-i Ahl-i Hadith pakistanais et son homologue afghan ont fait des déclarations communes en ce sens, regrettant notamment l'envoi d'étudiants des madrassas en Afghanistan<sup>27</sup>. L'importance du financement saoudien dont ils bénéficient et leur orientation idéologique plutôt quiétiste expliquent cette ligne politique.

Pour comprendre l'importance du soutien aux taliban, il faut revenir à la véritable explosion du nombre de madrassas et de séminaristes. Entre 1960 et 1983, on est passé de 7 500 étudiants à 78 500, et de 321 enseignants à 2 217<sup>28</sup>. Cette progression ne s'est

---

<sup>25</sup> Cette organisation, formée vers 1989 et dirigée par *maulana* Azam Tariq, a pour objectif le vote d'une loi déclarant les chiites non-musulmans.

<sup>26</sup> 84 % des oulémas interrogés dans une enquête se disent hostiles à la photographie, qui contredit selon une interprétation très conservatrice du Coran l'interdiction de représenter des êtres animés. Voir Akhtar 2000, pp. 60 et s.

<sup>27</sup> *Dawn*, 9 juillet 1997.

<sup>28</sup> Malik 1996, p. 178.

pas ralentie : en 1988, il y avait 1 320 madrassas au Penjab, on en dénombrait 2 512 en 1997, fortes de 220 000 étudiants<sup>29</sup>. A Karachi, 29 madrassas formaient la même année chacune 2 000 étudiants par an en moyenne<sup>30</sup>. Cette situation est due pour une part décisive à la politique d'islamisation menée par le régime de Zia-ul-Haq (1977-88). La reconnaissance des diplômes des madrassas par les universités et l'instauration de la *zakât* (don pour les pauvres prescrit par le Coran) obligatoire, dont une partie leur est destinée<sup>31</sup>, ont été deux mesures particulièrement efficaces. De plus, Zia-ul-Haq a encouragé leur ouverture dans la NWFP pour renforcer le *jihad* afghan, ce qui explique que leur progression dans cette province a été supérieure à la moyenne<sup>32</sup>.

Avec la guerre, le nombre d'étudiants afghans a notablement augmenté : dès 1982, ils représentaient environ 9 % des taliban de la NWFP<sup>33</sup>. C'est le cas par exemple de la grande majorité des 750 étudiants de la madrasa Jamiyat Imâm Bukhari ou de ceux de la madrasa Dâr ul-Ulum Haqqâniyah, dont la proportion est passée de 15 % dans les années soixante à 60 % en 1985<sup>34</sup>. Les étudiants afghans ont rejoint majoritairement les madrassas deobandies en raison des liens historiques de la madrasa Dâr ul-Ulum Deoband avec les oulémas afghans. Un des oulémas deobandis les plus connus, *maulana* Ubaidullah Sindhi, avait séjourné en Afghanistan de 1915 à 1923, avant d'être expulsé en raison de ses activités anti-britanniques<sup>35</sup>. Les premières madrassas deobandies, d'où sont sortis les taliban des années quatre-vingt dix, ouvrirent dans la NWFP à la même époque<sup>36</sup>.

En plus d'être un lobby pro-taliban au Pakistan, les madrassas ont envoyé des milliers de leurs étudiants combattre en Afghanistan. Les premiers recrutements concernaient plus directement les provinces frontalières, mais la progression des taliban et l'importance des opérations militaires ont entraîné le recrutement de volontaires du Penjab ou du Sindh. La participation au *jihad* afghan était intégrée au cursus des étudiants en religion et leur mort éventuelle comme martyr (*shahid*) l'occasion de renforcer la mobilisation religieuse.

---

<sup>29</sup> *The News International*, 28 mai 1997.

<sup>30</sup> *The Herald*, décembre 1997.

<sup>31</sup> Certaines madrassas ont cependant refusé le produit de la *zakât* pour garder leur indépendance.

<sup>32</sup> Voir Dorronsoro 2000, pp. 302 et s.

<sup>33</sup> Malik 1996, p. 206.

<sup>34</sup> *Id.*, p. 207.

<sup>35</sup> Pirzada 2000, p. 207 et Zahid Shah, *Muslim Freedom Fighters of India based in Central Asia*, Area Study Center, University of Peshawar and Hanns Seidel Foundation, 2000.

<sup>36</sup> Sur la pénétration des mouvements réformateurs en Afghanistan et en Asie centrale, voir le numéro spécial de *La lettre d'Asie centrale* 2, automne 1994.

## LES PROVINCES FRONTALIERES

La guerre d'Afghanistan a accéléré de façon spectaculaire la transformation sociale des provinces frontalières de la NWFP et du Baloutchistan<sup>37</sup>. Des villes comme Peshawar et Quetta, très provinciales avant la guerre, se sont transformées en métropoles de plus d'un million d'habitants. La frontière est devenue une source majeure de revenus du fait de l'augmentation de la contrebande, et la présence des réfugiés a entraîné le développement d'une économie de l'humanitaire<sup>38</sup>. La guerre d'Afghanistan a renforcé un courant fondamentaliste déjà ancien et affaibli le contrôle de l'Etat sur les régions frontalières.

### La multiplication des interactions : commerce transfrontalier et population réfugiée

L'Afghanistan est, du moins depuis la fondation de l'Etat moderne à la fin du XIX<sup>ème</sup> siècle, un pays à l'écart des grandes voies commerciales et peu ouvert vers l'extérieur. Avec la guerre, le commerce transfrontalier avec le Pakistan s'est considérablement développé, car la disparition de l'Etat afghan en dehors des villes a encouragé une contrebande particulièrement rentable sur la frontière afghano-pakistanaise. En effet, les accords de 1965 (Afghan Transit Trade Agreement, ATTA), signés pour trente ans, permettaient à l'Afghanistan, pays enclavé, d'importer des biens par containers à partir de Karachi. Ce mécanisme a ouvert la possibilité de réexporter illégalement ces marchandises vers les zones tribales pakistanaises, ce qui serait le cas pour 80 % d'entre elles.

Dans un premier temps, le développement du commerce a surtout enrichi quelques tribus des *Tribal Areas* (Afridi, Daur, Tori, Shinwari) qui contrôlaient traditionnellement le commerce à travers la Khyber Pass, mais le développement des échanges a progressivement entraîné la fin de ces situations de quasi-monopole avec l'arrivée d'autres commerçants. Par ailleurs, loin de n'être qu'un commerce de proximité, les échanges entre le Pakistan et l'Afghanistan mettent aujourd'hui en jeu des réseaux plus

---

<sup>37</sup> Les deux provinces, Baloutchistan et NWFP, sont des provinces comme le Sindh ou le Penjab. Cependant, la NWFP a un statut complexe hérité de la colonisation britannique. Après la conquête du royaume sikh en 1848, les Britanniques distinguèrent les *Tribal Areas* et les *Settled Areas*, selon une division d'abord géographique (montagnes et plaines respectivement), parce que les zones tribales se révélaient ingouvernables par le pouvoir colonial. Les premiers furent laissés semi-autonomes jusqu'à aujourd'hui. Il y a actuellement sept *Tribal Agencies* (South Waziristan, North Waziristan, Mohmand, Kurram, Orakzai, Bajaur, Khyber) et cinq *Frontier Regions* à l'intérieur de la NWFP. Ces FATA (Federally Administred Tribal Areas) sont des régions administrées par un *political agent* nommé par Islamabad, dans la tradition de l'*indirect rule*. L'armée et la police ne sont pas autorisées à sortir des routes principales sans autorisation préalable des autorités tribales. Le pachtounwali (droit coutumier tribal) en vigueur est interprété par des conseils tribaux.

<sup>38</sup> Pour la situation économique dans la NWFP voir Ahmed Rashid, « Nothing to declare », *Far Eastern Economic Review*, 11 mai 1995.

larges, notamment dans le Golfe où des branches des familles commerçantes afghanes et pakistanaises sont installées. Les avions chargés de matériel électronique de grande consommation arrivent directement à Jalalabad pour être immédiatement réexportés vers le Pakistan, ce qui explique le boom économique constaté dans cette ville et celle de Khost, pourtant totalement pillée par les *mojahiddin* il y a quelques années. L'arrivée au pouvoir des taliban a facilité le commerce transfrontalier, car ils ont fait disparaître, entre 1992 et 1994, les obstacles à la libre circulation sur les routes afghanes, soit plus de cinquante postes entre Qandahar et la frontière pakistanaise, ce qui explique en partie le soutien des grands commerçants de Quetta aux taliban dès l'apparition du mouvement<sup>39</sup>.

Les produits importés d'Afghanistan sont de différentes natures. Comme avant-guerre, du bois de construction continue d'être acheminé vers le Pakistan, ce qui contribue à la déforestation de l'Afghanistan, mais les véhicules<sup>40</sup> et le matériel électronique, venus d'Asie *via* Dubaï, constituent en valeur l'essentiel des marchandises. La Banque mondiale a estimé ce commerce de contrebande (hors drogue) à 2,5 milliards de dollars pour l'année 1997<sup>41</sup>. L'Afghanistan est également devenu le premier pays producteur d'opium, devant la Birmanie. D'après l'United Nations Drug Control Program<sup>42</sup>, 50 % de la production mondiale et 80 % de l'héroïne consommée en Europe viennent de l'Afghanistan. Après une année de baisse légère pour des raisons climatiques, la production a d'ailleurs notablement augmenté en 1999 selon le UNDCP, peut-être jusqu'à 40 % par rapport à l'année précédente. Par ailleurs, une partie importante de la transformation de l'opium en héroïne se fait dans les laboratoires des zones tribales et l'exportation vers les pays occidentaux passe en partie par le Pakistan, même si l'Asie centrale a joué un rôle croissant ces dernières années. En 2000, les taliban, malgré le mécontentement des paysans de l'Helmand ou du Nangrahâr, ont cependant supprimé la plus grande partie de la production d'opium, ce qui a désorganisé le commerce frontalier et contribué à leur défaite militaire l'année suivante, en leur aliénant le soutien des groupes impliqués dans la contrebande.

L'importance du commerce frontalier permettait en théorie au gouvernement pakistanais de faire pression sur l'Afghanistan. Le blocage des containers afghans en octobre 1994, par exemple, était destiné à obtenir l'accord du gouvernement afghan pour l'ouverture de la route vers l'Asie centrale. Cependant, du côté pakistanais, la contrebande a entraîné une corruption généralisée qui a interdit une fermeture ou même un réel contrôle sur le long terme. Ainsi, les douanes de Karachi et de Peshawar opèrent-elles un prélèvement auquel s'ajoute, du côté afghan, l'Afghan Commissioner à Peshawar et le représentant des douanes à Jalalabad<sup>43</sup>. D'autre part, les *food permits* nécessaires pour exporter de la

---

<sup>39</sup> Voir Dorronsoro 1996.

<sup>40</sup> D'après un officiel des douanes de Quetta, 30 000 véhicules passés en contrebande circuleraient actuellement au Pakistan (*The News International*, 3 juillet 1998) ; une autre estimation fait état de 86 000 véhicules, voir *The News International*, 16 janvier 1998.

<sup>41</sup> Voir Ahmed Rashid, *Nation*, 21 janvier 1998.

<sup>42</sup> *The Economist Intelligence Unit* 1999, p. 34.

<sup>43</sup> Ce commerce représente un enjeu important du côté afghan. Le poste de l'Afghan Trade Commissioner a été disputé de 1992 à 1996 entre les représentants des différents partis politiques en raison de l'argent lié au versement de taxes plus ou moins légales.

nourriture en Afghanistan sont attribués par le gouvernement pakistanais (ils l'étaient auparavant par le gouvernement provincial de la NWFP) comme des faveurs politiques<sup>44</sup>. En conséquence, le manque à gagner des douanes pakistanaises se serait élevé à 4,2 milliards de roupies pour la seule période d'avril 1998 à juin 1999<sup>45</sup>.

Islamabad a tenté à plusieurs reprises de renégocier l'ATTA. Depuis 1995, date qui marque la fin de la validité des accords de 1965, le Pakistan a régulièrement essayé de limiter les importations afghanes par Karachi. La première partie de l'année 1995 a notamment vu une montée progressive de la pression pakistanaise. Par exemple, en février 1995, l'Anjuman-i Tajirân wa Sanatkarân-i Afghanistan (Association des commerçants et des industriels d'Afghanistan) s'est plaint de l'attitude des autorités pakistanaises à Karachi. Le gouvernement afghan, à l'époque dirigé par Rabbâni, a d'ailleurs protesté contre les nouveaux tarifs de certains produits lors du sommet de l'ECO, en mars 1995. En représailles, le Pakistan a fermé la frontière avec l'Afghanistan en mai 1995, et interdit une liste de produits (plus de trente cinq produits ont ainsi été progressivement exclus). Ces mesures n'ont guère eu d'effets et, en octobre 1997, le Pakistan a fait une nouvelle tentative pour renégocier l'ATTA, mais ses propositions ont été rejetées par les taliban désormais au pouvoir. Des discussions ont repris début 1998, mais rien n'indique qu'elles pourront aboutir rapidement. Pour rétablir un minimum de contrôle, le gouvernement pakistanais a essayé d'obliger tous les commerçants à s'enregistrer (Trade Enrolment Certificate) et à payer des droits de douane, mais les rentrées sont restées faibles.

La frontière est également devenue un lieu de passage pour les hommes. La guerre d'Afghanistan a créé la plus importante population réfugiée des années quatre-vingt : plus de trois millions d'Afghans ont été enregistrés au Pakistan à la fin des années quatre-vingt-dix<sup>46</sup>. Une grande partie d'entre eux se sont installés dans le NWFP et au Baloutchistan. Dans une *Tribal Area* comme Kurram, la population afghane est plus nombreuse que la population pakistanaise. Dans le débat politique, la question des réfugiés a par ailleurs pris une importance peut-être disproportionnée par rapport à leur impact réel.

Les Pakistanais ont d'abord bien accepté cette présence<sup>47</sup>. 70 % des réfugiés venaient des provinces afghanes frontalières du Pakistan et étaient pachtounophones, ce qui a facilité leur intégration dans la NWFP. Cependant, il n'y a pas eu d'assimilation et les réfugiés, du moins ceux qui vivaient dans les camps, paraissent avoir été relativement peu en contact avec la population locale<sup>48</sup>. En revanche, les Afghans qui étaient en dehors des

---

<sup>44</sup> Par exemple octroyés à un député du Jamiat-i ulema début décembre 1994 pour garantir son alliance avec le Pakistan People's Party (PPP).

<sup>45</sup> *Dawn*, 31 mai 1999.

<sup>46</sup> Sur la situation des réfugiés, voir l'enquête de Abdul Hamid Malik, *Impelled Afghan Migration to Pakistan 1978-84*, Area Study Center, University of Peshawar and Hanns Seigel Foundation, 2000.

<sup>47</sup> Un sondage d'avril 1980 indiquait que 87 % de Pakistanais souhaitaient que leur gouvernement aide les réfugiés. Le soutien est resté fort jusqu'au retrait soviétique. En revanche, le PPP et certains membre du *civil service* comme Sajjad Haider, ancien ambassadeur, et Zulficar Ali, Air Marshall, se sont montrés beaucoup plus critiques (Voir Gilani 1984).

<sup>48</sup> English 1989, p. 35.



camps, plus impliqués dans l'économie locale (commerce de l'or, transports, etc.<sup>49</sup>), se sont intégrés notamment par des mariages, et les relations quotidiennes entre Afghans et Pakistanais n'ont pas entraîné de tensions importantes dans la NWFP<sup>50</sup>. L'appréhension négative qu'ont les Pakistanais des réfugiés est surtout liée à la dégradation de l'environnement dans des régions écologiquement fragiles et à la concurrence pour les pâturages. Dans un autre registre, l'introduction d'armes tient en partie à l'action des réfugiés afghans mais aussi, beaucoup plus profondément, à la radicalisation de certains mouvements politiques pakistanais dans les années quatre-vingt, ce qui est en partie une conséquence du régime autoritaire de Zia-ul-Haq. A titre de comparaison, la présence d'Afghans en Iran n'a pas entraîné une violence politique supplémentaire<sup>51</sup>.

Une partie importante des réfugiés sont rentrés spontanément en Afghanistan<sup>52</sup>, à mesure que les conditions de sécurité s'amélioraient : sur les trois millions dénombrés au début des années quatre-vingt-dix, il n'en reste plus que 1,2 million environ<sup>53</sup>. La politique du gouvernement pakistanais a d'ailleurs pour objectif d'accélérer les retours auxquels l'opinion publique est aujourd'hui favorable, surtout depuis le sac de l'ambassade pakistanaise à Kaboul en septembre 1995 et la série d'attentats de fin décembre 1995 à Peshawar, généralement attribués à Massoud par l'opinion pakistanaise. De plus, les milieux d'affaires ont protesté contre la concurrence déloyale des Afghans qui ne paient pas d'impôts, et des journaux comme le *Frontier Post* ont fait de l'expulsion des réfugiés un thème récurrent. En fait, sauf dans le commerce de proximité, les Afghans n'ont pas acquis des positions dominantes<sup>54</sup> et l'opposition aux réfugiés renvoie souvent à des enjeux politiques proprement pakistanais.

Le gouvernement pakistanais a démantelé les infrastructures nécessaires aux réfugiés pour les obliger à partir, comme le montre la fermeture des quatre universités afghanes de Peshawar. Dans le même sens, le gouvernement provincial de la NWFP a essayé à plusieurs reprises de fermer les cliniques tenues par des Afghans. Le personnel du Afghan Commissionner a été également réduit de 8 000 à 1 200 employés. Quels sont les résultats de cette politique ? Pour l'essentiel, c'est la reconstruction et l'amélioration des conditions de sécurité en Afghanistan qui expliquent le retour des réfugiés<sup>55</sup>. La réunion avec les taliban à Islamabad, en juillet 1999, dont le but était d'organiser le rapatriement, a eu un succès limité car si une grande partie de l'Afghanistan était calme, les conditions d'accueil n'étaient pas suffisamment bonnes (absence d'écoles par exemple) pour

---

<sup>49</sup> Les réfugiés n'ont pas le droit d'acquérir de la terre au Pakistan.

<sup>50</sup> Cependant, la police pakistanaise rackette toujours impunément les réfugiés afghans.

<sup>51</sup> Notons que la présence des Afghans en Iran date surtout du boom pétrolier des années 1973-1978. Les réfugiés se sont joints à une communauté installée depuis une dizaine d'années.

<sup>52</sup> L'Iran a exercé des pressions très vives sur les réfugiés pour les contraindre à rentrer, mais leur nombre s'élève encore à plus d'un million.

<sup>53</sup> D'après les chiffres officiels, les réfugiés sont répartis comme suit : NWFP 1 119 000 ; Baloutchistan 332 000 ; Punjab 132 000 ; Islamabad 56 000 (*The News International*, 20 mars 1999). On comptait 3 273 000 réfugiés en 1990, dont 70 % dans la NWFP (Foley 1991, p. 29).

<sup>54</sup> English 1989, p. 23.

<sup>55</sup> 43 000 Afghans sont rentrés pendant les six premiers mois de 1999, *The News International*, 12 juin 1999.

convaincre les réfugiés de rentrer. De plus, la diminution des ressources du HCR ne facilitaient pas l'opération.

La présence de réfugiés afghans est par ailleurs un enjeu intercommunautaire. A Karachi, elle a entraîné des conflits avec les Mohajirs du fait de la compétition pour les emplois et les ressources, et de leur implication dans les trafics d'armes et de drogue. Au Azad Kashmir, elle a créé des tensions : les étudiants cachemiris du Jammu and Kashmir National Student Federation (branche étudiante du Jammu and Kashmir Liberation Front) ont ainsi manifesté à Rawalkota contre la présence d'Afghans qui ont finalement été évacués. Les vrais enjeux sont cependant dans les provinces frontalières du Baloutchistan et de la NWFP, où se trouvent la majorité d'entre eux et où leur présence a un impact politique et démographique important. Par exemple, au Baloutchistan, la présence de réfugiés en majorité pachtones menace de faire basculer le rapport de force démographique en leur faveur, aussi, quand l'assemblée provinciale baloutche réclame l'expulsion des réfugiés afghans, le Pakhtunkhwa Qaumi Party (dirigé par Muhammad Afsal Khan) est-il au contraire favorable à leur naturalisation.

### **Fondamentalisme, identité nationale et rapport centre-périphérie**

Les provinces frontalières abritent des courants fondamentalistes et nationalistes (pachtoune et, à moindre échelle, baloutche) qui ont eu des options souvent opposées par rapport à la question afghane.

Quel impact la guerre d'Afghanistan a-t-elle eu sur le fondamentalisme dans ces provinces ? Les trois jours de rassemblement pour le cent cinquantième anniversaire de Deoband, organisé à Peshawar en mai 2001, ont montré une forte affluence de représentants de ces régions<sup>56</sup>. La montée du fondamentalisme s'y explique par une transformation des modes de vie et une pénétration des groupes de prédication dans des régions socialement très conservatrices. Depuis les années cinquante, les prédicateurs de la Tabligh<sup>57</sup> ont pénétré les zones tribales les plus reculées<sup>58</sup>. A partir des années soixante-dix, les travailleurs émigrés de retour des pays du Golfe ont renforcé le phénomène. La musique est interdite dans la Bajaur Agency et le nombre de demandes pour l'éducation des filles a chuté<sup>59</sup>. L'influence des fondamentalistes tend à renforcer les valeurs traditionnelles du groupe, l'honneur en particulier. Par ailleurs, elle explique pour partie les tensions récurrentes entre tribus sunnites et chiïtes à Parachinar.

Sur un plan politique, ces évolutions se traduisent par une carte électorale spécifique par rapport au reste du Pakistan et des revendications violentes pour imposer la *shariat* et

---

<sup>56</sup> *Viewpoint*, mai 2001.

<sup>57</sup> Le mouvement du Tabligh dispose d'un corpus de textes réunis sous le titre de *Tablighi Nisab* (Les enseignements de l'islam), 1962, traduit en pachto, écrit par Mullah Muhammad Zikria, le neveu du fondateur du mouvement, Muhammad Ilyas.

<sup>58</sup> Keiser, Lincoln, *Organized Vengeance in a Kohistani Community*, Holt, Rinehart and Winston, Inc., p. 41.

<sup>59</sup> *The News*, 31 octobre 2001.

protester contre la volonté du pouvoir central d'appliquer les lois fédérales dans une région régie par la tradition. En premier lieu, les partis fondamentalistes font des scores supérieurs à leur moyenne nationale dans la NWFP, le Jamiat-i ulema (Fazl ul-Rahman) ayant parfois été le premier parti provincial. Ce dernier a notamment une influence dans les régions tribales, particulièrement à Bannu et à Dera Ismaïl Khan. Malgré ces résultats, les oulémas ne sont pas parvenus à s'imposer de façon définitive face aux leaders tribaux, qui peuvent mobiliser des clientèles électorales et sont mieux connectés au système politico-administratif. En second lieu, les événements de Malakand et de Bajaur Agency, en octobre 1994, ont montré la capacité de mobilisation des groupes religieux dans la NWFP. Les affrontements dans la Bajaur Agency entre le TNSM (Tanzim Nifaz Shariat-i Mohammadi<sup>60</sup>), dirigé par *maulana* Sufi, et les Frontier Corps Militia ont fait de nombreux morts et, finalement, la *shariat* est devenue la référence juridique des juges locaux. Quelle a été l'attitude des réfugiés afghans lors de ces affrontements ? Ils ne voulaient pas de la présence du TNSM près des camps (se trouvant à Damadola, Shahjehanabad et Raghgan près de Inayat Killay dans la région de Mamond, qui est la base principale du TNSM), pour éviter les tirs et ne pas être accusés par les autorités de soutenir le mouvement. De plus, les partis afghans, par exemple le Jebhe et le Hezb-i islami, se sont immédiatement démarqués de cette opération pour ne pas compromettre leurs relations avec le gouvernement. Le Hezb-i islâmi a ainsi accusé le Jamiat-i ulema de l'avoir montée. De même, *maulawi* Samiullah, du Jamaat ul-Dawa Al Coran wa Sunna, a démenti toute participation dans l'affaire et a réfuté les accusations de Nasrullah Babar. En fait, le Dawa aurait tenté de jouer les intermédiaires avec le gouverneur de la province du Kunar, *maulawi* Rahmat Khan.

L'implantation des mouvements fondamentalistes a été favorisée par le *jihad* en Afghanistan, qui offrait aux oulémas un thème mobilisateur et l'appui de l'Etat. Les mouvements jihadistes ont continué de recruter des volontaires tant pour l'Afghanistan que pour le Cachemire. Le Jamiat-i ulema de *maulana* Sadiq, par exemple, a organisé en septembre 1996 une réunion de soutien aux taliban qui a réuni plusieurs centaines de mollahs de la zone tribale pakistanaise. Les militants du Harakat ul-mojâhidin ont été actifs dans les zones tribales et ont enrôlé des militants pour le *jihad* au Cachemire. C'est ainsi qu'une réunion qui s'est tenue le 2 juin 1999 aurait permis le recrutement de 350 volontaires<sup>61</sup>.

Qu'en est-il aujourd'hui de la revendication identitaire pachtoune après vingt ans de crise en Afghanistan ? L'invasion soviétique confrontait le Pakistan avec des risques sérieux sur sa frontière, comme en ont témoigné les nombreuses violations de l'espace aérien pakistanais. Les services afghans en coopération avec le KGB ont multiplié les opérations de déstabilisation dans la NWFP (bombes, attentats dans les bazars, etc.). La principale crainte de l'Etat pakistanais était cependant que les Soviétiques aident les mouvements indépendantistes baloutches ou pachtoune dans les provinces frontalières. Les campagnes de pacification de l'armée sous le gouvernement d'Ali Bhutto dans les années soixante-dix étaient encore fraîches dans les mémoires lors de l'invasion soviétique de 1979. De plus, la question du Pachtounistan était, depuis la création du Pakistan, un point

---

<sup>60</sup> Ce petit groupe très militant, dont le leader est un ancien cadre du Jamaat-i islami, a pour objectif l'instauration de la *shariat* au Pakistan. Son nom peut d'ailleurs être traduit par « Mouvement pour la totale application du code islamique ». Son implantation ne dépasse guère les zones tribales, notamment la Bajaur Agency et, plus généralement, les régions au nord de Kohat.

<sup>61</sup> *Khyber Mail*, 2 juillet 1999.

de tension avec l'Afghanistan, qui ne reconnaît pas formellement la ligne Durand comme frontière internationale<sup>62</sup>. L'Afghanistan a utilisé les minorités baloutches et pachtones pour déstabiliser le Pakistan et a entretenu des liens constants avec les mouvements nationalistes pathans durant toute la guerre. De fait, on trouvait des camps d'entraînement dans le sud de l'Afghanistan dès 1978. Le chef de la tribu Marri (baloutche), qui fut en dissidence contre le gouvernement pakistanais entre 1973 et 1977, et Khan Abdul Ghaffar Khan, le leader des Khuda-i Khidmatgaran (« servants de Dieu »), un mouvement pachtonne indépendantiste fondé en 1929, étaient également accueillis à Kaboul. Symboliquement, Khan Abdul Ghaffar Khan, chef historique du mouvement des Chemises rouges, opposé à la création du Pakistan, a été enterré à Jalalabad, en présence des officiels du régime de Kaboul<sup>63</sup>.

Les mouvements nationalistes pathans sont nombreux et loin de présenter un front uni. Le plus important reste le Awami National Party de Wali Khan, héritier du mouvement fondé par son père, Khan Abdul Ghaffar Khan. Celui-ci s'était inspiré de l'idéologie non-violente de Gandhi, ce qui explique le ralliement des Khuda-i Khidmatgaran au Congrès, surprenant dans une société pachtonne musulmane marquée par la violence (vendetta, brigandage)<sup>64</sup>. Deux autres mouvements sont actifs : le Pukhtunkhwa Milli Awami Party (PMAP) dirigé par Mahmud Khan Achekzay, député et président du parti, (avec une aile étudiante active, le Pukhtunkhwa Student Organisation) et le Pukhtunkhwa Qaumi Party (qui a scissionné deux groupes, l'un dirigé par Latif Afridi et l'autre par Afrasiab Khattak). Les associations étudiantes ou culturelles sont également nombreuses (Pukhtun Student Federation, Malgari Doctaran, Pukhtunkhwa Rabita Committee, etc.). Les mouvements nationalistes pachtones se sont généralement montrés opposés aux *mujahiddin* durant la guerre et globalement favorables au régime de Kaboul. Khan Abdul Ghaffar Khan, notamment, ne considérait pas la guerre d'Afghanistan comme un *jihād*, mais comme un affrontement Est-Ouest. La mort de Najiboullah a par exemple été l'occasion d'une mobilisation de ces mouvements, qui ont dénoncé son assassinat par les taliban lors de la prise de Kaboul. Cependant, l'accession de ces derniers au pouvoir et l'instauration d'un Etat a modifié les perceptions : un parti comme le Pukhtunkhwa Qaumi Party a radicalement changé de politique en demandant, en mai 1997, la reconnaissance du gouvernement taliban. Le Awami National Party a eu une position plus nuancée<sup>65</sup>. Après le chute de Kaboul entre leurs mains, la tendance était à une reconnaissance par les nationalistes pachtones (idéologiquement « progressistes ») du fait taliban.

Mais si ces mouvements ont gardé des positions pro-Kaboul opposées à celle du

---

<sup>62</sup> La position diplomatique constante du Pakistan depuis 1947 a été la reconnaissance de la ligne Durand comme frontière internationale pour mettre fin aux revendications irrédentistes de l'Afghanistan. Cette reconnaissance avait été finalement engagée par le Président afghan Daoud en 1977, mais le renversement de Bhutto, puis celui de Daoud lui-même l'année suivante a repoussé *sine die* la conclusion d'un accord.

<sup>63</sup> Louis Duprée, *Afghanistan*, Princeton, Princeton University Press, p. 492.

<sup>64</sup> Voir Mukulika Banerjee, *The Pathan Unarmed*, Oxford, Oxford University Press, 2000. Le mouvement, opposé à la partition ou favorable à une indépendance du Pashtounistan, a été interdit et son leader emprisonné à de nombreuses reprises. Abdul Ghaffar Khan bénéficia de l'asile politique en Afghanistan.

<sup>65</sup> Du côté des nationalistes afghans, plusieurs groupuscules se disputent l'héritage de l'Afghan Mellat d'avant-guerre. Le Afghan Social Democrat Party ou Afghan Mellat, qui a élu le professeur Ahadi comme président en juillet 1995 (celui-ci réside depuis 25 ans aux Etats-Unis), s'oppose à une autre scission de ce parti, dirigé par Shams ul-Huda.

gouvernement d'Islamabad, au total, la guerre d'Afghanistan a accéléré le processus d'intégration de la NWFP et du Baloutchistan dans l'espace pakistanais d'un point de vue économique et culturel, alors que la distance entre les Pachtounes et les Pathans tend désormais à s'accroître. La multiplication des interactions avec les Afghans a développé l'idée de la différence nationale. Le sentiment national pakistanais, qui reposait plutôt sur les élites dans les provinces frontalières, s'est popularisé. L'intégration de la NWFP au nouvel Etat pakistanais a commencé en effet dès les années cinquante avec la présence de Pathans dans l'institution militaire (les généraux Adam, Afridi, Khatak et Ayub Khan par exemple et, plus tard, le général Nasrullah Babar). Sous le général Zia-ul-Haq, une partie de l'élite militaire venait de l'Army Belt (Peshawar, Attock, ainsi que Rawalpindi et Jhelum au Penjab)<sup>66</sup>. Ceci est beaucoup moins vrai dans le cas du Baloutchistan, où les élites ont généralement résisté à cette intégration. Dès les années soixante-dix, le gouvernement Bhutto avait lancé un programme de développement économique pour contrer les mouvements indépendantistes dans la NWFP, mais depuis les années quatre-vingt l'intégration a atteint un point de non-retour.

D'un point de vue culturel, l'ourdou est actuellement la langue de référence, au moins pour l'écrit, car elle est la seule enseignée à l'école et permet l'accès à une profession libérale ou à l'administration. Les dix ou quinze journaux de Peshawar sont en ourdou ou en anglais (un seul en pashto)<sup>67</sup>. La présence de nombreux réfugiés et la publication de livres dans cette langue ne marquent qu'un regain limité du pashto. Celui-ci était utilisé dans les madrassas de la NWFP (bien avant la création du Pakistan), notamment à Mazhar ul-Ulum de Mingora, Sufi Mohammad à Swat, Akara Khattak et de nombreuses autres à Peshawar, mais l'affiliation de ces madrassas à des organismes fédérateurs, nécessaire pour la reconnaissance des diplômés, oblige les étudiants à apprendre au moins une autre langue (l'ourdou ou l'arabe). Ainsi, la madrasa Mazhar ul-Ulum de Mingora est-elle affiliée à la Wafaq ul-modaris, qui ne reconnaît pas le pashto comme langue d'examen<sup>68</sup>.

Cette intégration croissante dans l'espace national n'empêche pas et, en un sens, favorise la montée des revendications par rapport au centre. Il n'y a cependant plus de volonté sécessionniste, mais la contestation de la domination penjabie au sein du Pakistan et des demandes de redistribution plus égalitaire des ressources nationales. La construction du barrage de la Kalabagh sur l'Indus, dans la NWFP, a par exemple posé clairement la question de la répartition des bénéfices et du dédommagement des populations locales. Les relations avec le gouvernement de Nawaz Sharif, que les mouvements pachtounes avaient initialement soutenu, se sont rapidement dégradées. Le MQM (Mutahida Qaumi Movement) dans le Sindh, le Balutch National Movement au Baloutchistan et le Awami National Party dans la NWFP ont rompu leurs accords avec la Muslim League. Le style autoritaire de Nawaz Sharif a en effet fait craindre une domination accrue des élites penjabies sur le pays. L'interminable querelle sur la nouvelle appellation de la NWFP, qui pourrait devenir Pakhtunkhwa ou Afghanistan selon les revendications des

---

<sup>66</sup> Voir Akbar S. Ahmed, *in* Scofield 1997, p. 143 ; voir aussi S. P. Cohen, *The Pakistan Army*, Berkeley, CA, University of California Press, 1989.

<sup>67</sup> En dehors de quelques écoles primaires, le pashto n'est pas enseigné à l'école. Il l'est à l'université, à Peshawar et à Quetta, comme option. Il reste que le pashto est utilisé dans certaines madrassas de la NWFP et de Quetta.

<sup>68</sup> *The News International*, 23 juin, 1999.

partis, a opposé le gouvernement de Nawaz Sharif et le ANP. Nawaz Sharif avait cependant proposé de renommer la NWFP Pakhtun Khyber Province<sup>69</sup>. Le régime militaire de Musharraf n'a pas une grande popularité dans les régions frontalières en raison de son style moderniste qui lui vaut les critiques des milieux religieux.

Enfin, si le sentiment national pakistanais a progressé dans les provinces frontalières, il n'en reste pas moins que dans le même temps, le contrôle du pouvoir central a diminué et pas uniquement dans les *Tribal Areas*. Le développement du trafic d'armes et de drogue, la corruption de l'administration et du système politique local ont changé le rapport de force entre les institutions et les groupes privés. La criminalité s'est beaucoup développée et l'impossibilité pour la police de pénétrer dans les zones tribales a singulièrement diminué l'efficacité de la répression, d'où la multiplication des enlèvements par exemple. Pour un étranger, sortir de Quetta est souvent déconseillé par la police et parfois interdit.

## APRES LE 11 SEPTEMBRE 2001, LE PAKISTAN FACE A L'HEGEMONIE AMERICAINE

L'intervention américaine en Afghanistan représente probablement la crise politique la plus sévère pour le Pakistan depuis la sécession du Bangladesh en 1971. Les attentats du 11 septembre ont entraîné une réorientation de la stratégie américaine qui bouleverse de façon significative l'équilibre politique du Proche-Orient. Face à une contestation particulièrement cruelle et spectaculaire de leur hégémonie, les Etats-Unis réaffirment leur puissance par une véritable doctrine de la souveraineté limitée à l'usage des Etats de la périphérie occidentale, dont l'indépendance nationale devient de plus en plus théorique<sup>70</sup>. Ces derniers sont désormais menacés d'interventions armées en fonction de critères définis par Washington, sans procédure juridique ni intervention préalable des Nations unies. La stratégie des Etats-Unis a pour objectif un renforcement de leur hégémonie, ce qui ne diminue pas nécessairement la probabilité de nouveaux attentats.

Dans leur guerre en Afghanistan, les Etats-Unis ont eu besoin de l'appui du Pakistan pour des raisons logistiques<sup>71</sup>, mais surtout pour boucler la frontière et faciliter l'aide aux groupes anti-taliban dans le Sud. Bien que puissance nucléaire, le Pakistan n'avait pas les moyens de résister aux demandes américaines, en raison notamment de sa dépendance par rapport aux institutions financières internationales. A la différence de ce qui s'était passé en 1999 lors de la crise de Kargil<sup>72</sup>, les Etats-Unis ont eu l'habileté de permettre au

---

<sup>69</sup> *Khaleej Times*, 15 juin, 1999.

<sup>70</sup> Ce qui ne les empêche pas, au contraire, de chercher à renforcer leur solidité interne, notamment pour réprimer les mouvements contestataires.

<sup>71</sup> L'utilisation de l'aéroport de Dalbandin au Baloutchistan, Jacobabad et Pasni par les forces armées américaines.

<sup>72</sup> Début mai 1999, les troupes indiennes découvrirent que plusieurs centaines de combattants pakistanais s'étaient infiltrés sur les hauteurs dominant la ville de Kargil et contrôlaient de ce fait la route entre Srinagar et Leh. L'intervention diplomatique des Etats-Unis et la neutralité chinoise contraignirent finalement le Pakistan au retrait.

Pakistan de sauver la face en présentant sa défaite comme un ralliement négocié. Le retournement pakistanais a été annoncé par le président Musharraf dans un important discours qu'il a tenu le 19 septembre<sup>73</sup>. L'alignement sur les Etats-Unis et le lâchage des taliban y étaient justifiés par l'intérêt national, notamment la nécessité d'éviter l'installation d'un gouvernement anti-pakistanais à Kaboul (!) avec une référence au Coran, utilisé pour justifier une alliance tactique avec des non-musulmans dans l'intérêt de la nation.

Le discours de Musharraf a mis un terme à vingt ans de politique afghane du Pakistan et annoncé une épreuve de force avec les mouvements religieux qui avaient été jusque-là instrumentalisés par l'Etat. Le mirage de la profondeur stratégique se dissipe : le Pakistan renonce à jouer un rôle en Afghanistan et voit se réinstaller un gouvernement anti-pakistanais et pro-indien à Kaboul. Plus important, se dessine le renoncement à soutenir les mouvements cachemiris qui trouvent un sanctuaire au Pakistan. Nous verrons, dans un premier temps, la tentative ratée du Pakistan pour convertir sa politique afghane de manière à la rendre compatible avec les intérêts américains, puis les mobilisations pro-taliban et les relations du Pakistan avec l'Afghanistan post-taliban.

## **Le Pakistan et la stratégie américaine**

A première vue, le Pakistan a réussi la même opération qu'au moment de l'invasion soviétique : le régime militaire de Musharraf a regagné une crédibilité internationale en s'alignant sur les Etats-Unis. Après l'humiliation de Kargil, le coup d'Etat militaire et les sanctions économiques avaient marqué l'étiage des relations entre les deux pays. Les voyages fréquents des responsables américains au Pakistan et la conférence de presse de Musharraf et Bush ont eu pour but de projeter l'image d'une nouvelle ère de coopération entre les deux pays. Il n'y a pourtant pas un retour à l'« âge d'or » des années quatre-vingt, mais une aide limitée - aussi bien sur un plan financier que diplomatique - pour éviter l'effondrement du gouvernement Musharraf et lui permettre de mener la répression des mouvements radicaux à domicile. La réorientation pro-indienne des Etats-Unis s'inscrit vraisemblablement dans une évolution de long terme et tient notamment à un lobby indien plus présent au Congrès, qui tient au rôle grandissant de la diapositive indienne aux Etats-Unis, alors que le Pakistan a perdu beaucoup de ses soutiens<sup>74</sup>. De plus, le gain économique du Pakistan est pour l'instant faible (autour de 6 milliards de dollars octroyés par différentes institutions internationales et pays occidentaux<sup>75</sup>), alors que les pertes causées par la guerre sont évaluées par le gouvernement pakistanais à près de 2,5 milliards de dollars. Le Pakistan peut cependant compter sur l'appui des institutions internationales, le FMI ayant un rôle politique pour protéger les Etats alliés des Etats-Unis, comme dans le cas de la Turquie.

---

<sup>73</sup> Le texte a été repris intégralement en anglais dans *The News* du 20 septembre 2001.

<sup>74</sup> Arthur G. Rubinoff, « Changing perceptions of India in the US Congress », *Asian Affairs*, 4 novembre 2001.

<sup>75</sup> Un milliard d'aide américaine dont 600 millions de dons, un milliard de la Banque asiatique, un milliard de l'Union européenne, des prêts conditionnés du FMI pour 1,3 milliard et près d'un milliard de la Banque mondiale. Pour donner un ordre d'idée, la Turquie a une ligne de crédit de plus de 30 milliards de dollars au FMI, l'Argentine 22 milliards (pour des populations très inférieures numériquement).

Face à l'inéluctable intervention américaine, le Pakistan a tenté de préserver ses intérêts en Afghanistan par deux stratégies successives. Premièrement, il a cherché à convaincre les taliban de livrer Ben Laden aux Etats-Unis. Pour ce faire, une délégation composée de religieux pakistanais et de membres des services pakistanais dirigée par Mahmoud Ahmad (directeur de l'ISI) s'est rendue à Qandahar le 17 septembre. Le résultat d'une seconde visite le 28 septembre et des nombreux contacts qui ont eu lieu ensuite a été négatif. Deux éléments ont joué dans cet échec : le rôle ambigu des oulémas pakistanais qui ont plutôt conforté la position de Omar<sup>76</sup>, et la volonté des Etats-Unis d'aller à l'affrontement, notamment en refusant de fournir des indices de l'implication de Ben Laden et de donner suite aux ouvertures diplomatiques des taliban.

Cet échec a conduit le Pakistan à proposer une deuxième option : la déstabilisation des taliban par le Sud, pour éviter de donner le pouvoir à l'Alliance du Nord. L'échec de cette stratégie s'est manifesté en deux temps. Tout d'abord, les tentatives de déstabilisation de la région Est de l'Afghanistan n'ont pas été concluantes. La brève révolte de Khost en octobre a été liquidée rapidement. Ensuite, les leaders chargés de soulever les tribus pachounes contre les taliban ont échoué. Abdul Haq en particulier, un commandant important des années quatre-vingt, a été arrêté et exécuté par les taliban, alors qu'il était entré en Afghanistan pour prendre des contacts avec sa tribu. De même, Hamid Karzai, le futur président du gouvernement intérimaire, a-t-il été sauvé *in extremis* après une tentative d'infiltration dans la région de Qandahar.

Pourquoi un tel échec ? La stratégie américano-pakistanaise était fondée sur l'idée que les taliban n'avaient pas d'implantation locale et qu'ils étaient totalement dépendants de l'ISI. Dans cette perspective, ce régime pouvait être renversé par une coordination rapide et efficace des chefs tribaux, ce qui est pratiquement une contradiction dans les termes. Enfin, cette stratégie, déjà peu crédible, a été contrariée par des bombardements américains qui sont venus trop tôt. Abdul Haq a sévèrement critiqué, dans la dernière interview qu'il a donnée avant sa capture et sa mise à mort, ces bombardements qui l'empêchaient de rallier des leaders tribaux, ceux-ci étant dans l'obligation de soutenir le *jihad*. Des témoignages ont fait état de fortes mobilisations qui ont eu lieu dans les mosquées par les mollahs à ce moment, ce qui a réduit considérablement la marge de manœuvre des élites non-religieuses. Il a fallu attendre l'effondrement *militaire* des taliban pour que les leaders des tribus puissent faire leur retour<sup>77</sup>.

Les Etats-Unis ont ensuite réorienté leur stratégie en ouvrant un espace politique à l'Alliance du Nord qui a pris Kaboul, malgré les assurances publiques données au Pakistan. Dès lors exclu du jeu, le Pakistan a voulu accélérer le dénouement de la crise pour rendre possible le retrait américain et donc retrouver une marge de manœuvre. En pratique, le gouvernement a bouclé la frontière (40 000 hommes ont été déployés) et arrêté quelques centaines de militants d'Al-Qaida qui traversaient la frontière. De son côté, le gouvernement américain a semble-t-il permis au Pakistan d'évacuer par avion une partie de ses ressortissants par Kunduz, encerclé par les combattants de l'Alliance du Nord.

---

<sup>76</sup> *The Nation*, 1<sup>er</sup> octobre 2001.

<sup>77</sup> Dorransoro 2002.



## L'épreuve de force avec les mouvements religieux

« Les forces pro-taliban au Pakistan prévoient une invasion de l'Afghanistan menée par les Etats-Unis, la Russie et leurs alliés sur le modèle irakien. Ni l'Iran ni le Pakistan ne seront dans la position de soutenir les guerriers islamiques de Kaboul quand le jour du jugement arrivera. Peut-être, réalisant une telle possibilité, les groupes religieux au Pakistan et leur leadership sont-ils en train de faire le nécessaire »<sup>78</sup>.

Le lâchage des taliban était anticipé par les mouvements fondamentalistes qui ont cherché à mobiliser la population pakistanaise pour faire reculer le pouvoir. En pratique, la mobilisation pro-taliban au Pakistan a été relativement faible au niveau national, malgré une opinion publique nettement opposée à l'intervention américaine. De plus, elle a été géographiquement très variable, surtout forte dans les provinces frontalières où jouent pleinement la solidarité ethnique et la mobilisation religieuse.

Les mouvements fondamentalistes pouvaient compter sur un très profond sentiment anti-américain. Comme dans tous les pays musulmans, l'opinion publique a mis en doute la responsabilité de Ben Laden dans les attentats. Au plus fort de la crise, seules 12 % des personnes interrogées dans le cadre d'un sondage<sup>79</sup> déclaraient qu'il était responsable, 48 % que les attaques étaient l'œuvre d'Israël, 25 % que c'était le fait des Etats-Unis et 3 % nommaient les Palestiniens. L'interprétation même des attentats ne faisait pas l'unanimité : 64 % des Pakistanais interrogés considéraient le 11 septembre comme un acte terroriste et 24 % comme une action légitimée par la guerre sainte. Par ailleurs, le prestige moral de Ben Laden<sup>80</sup> s'en est trouvé renforcé : 82 % des personnes interrogées voyaient en lui un *mujahid* (combattant de la guerre sainte), alors que 6 % seulement le considéraient comme un terroriste. En conséquence, l'intervention américaine a été interprétée d'abord comme une agression contre un pays musulman. 3 % des Pakistanais ayant participé à l'étude étaient pro-américains contre 83 % qui se rangeaient du côté des taliban alors que 75 % étaient opposés à l'usage des aéroports pakistanaise par les Etats-Unis. Cependant, l'action de Musharraf était appréciée par une partie importante de la population, 51 % des sollicités voyant d'un bon œil la coopération avec les Etats-Unis, 41 % la rejetant. A la question « considérez-vous bonne ou mauvaise l'action du Président Musharraf dans le conflit actuel entre les Etats-Unis et l'Afghanistan ? », 37 % se déclaraient satisfaits ou très satisfaits contre 42 % qui jugeaient son action acceptable et 21 % mauvaise ou très mauvaise. Ces chiffres apparemment contradictoires témoignent de la perception favorable de l'armée et la crainte de l'isolement, probablement par rapport à l'Inde.

Les mouvements fondamentalistes ont tenté d'aider les taliban de différentes façons :

---

<sup>78</sup> « Pro-Taliban forces in Pakistan foresee an Iraq-like invasion of Afghanistan led by the United States, Russia and their allies. Neither Iran nor would Pakistan be in a position to support Islamic warriors in Kabul when the doomsday arrives. Perhaps, realizing such an eventuality, the religious groups in Pakistan and their leadership are engaged in necessary homework », Akram Sheikh, « A storm is brewing », *Viewpoint*, mai 2001, p. 15.

<sup>79</sup> Chiffres tirés d'une étude Gallup du 17 octobre 2001 : [www.sofres.com/etudes/pol/17100/\\_opipaki\\_r.htm](http://www.sofres.com/etudes/pol/17100/_opipaki_r.htm)

<sup>80</sup> La popularité de Ben Laden date des frappes américaines de 1998, qui en ont fait un symbole de la résistance musulmane contre l'hégémonie des pays occidentaux. A titre anecdotique, rappelons que de nombreux bébés de la NWFP et de la région de Khost (Afghanistan) sont prénommés Oussama (*Khaleej Times Friday*, 9 juillet 1999).

mobilisations dans la rue pour faire pression sur Musharraf, aide humanitaire et dénonciation des frappes et enfin envoi de volontaires en Afghanistan. Les organisations humanitaires islamistes cherchaient déjà à prendre la place des organisations occidentales accusées d'actions prosélytes, à raison dans le cas de Shelter Now, et dont les rapports avec les taliban allaient de crise en crise. Ainsi, l'Islamic Relief a-t-elle donné 3 millions de dollars au gouvernement taliban et le al-Rashid Trust cherche-t-il à remplacer le World Food Program qui s'est retiré d'Afghanistan le 15 juin 2001 en raison d'un conflit avec les taliban<sup>81</sup>. Pour faire pression sur le gouvernement, différentes organisations fondamentalistes et islamistes manifestent régulièrement après les prières du vendredi et appellent à des grèves dans les bazars.

Le degré le plus important de mobilisation a été observé dans les zones tribales où les manifestations de soutien ont été régulières pendant les bombardements américains<sup>82</sup>. Fin octobre, des tribaux ont bloqué la Karakorum Highway qui relie le Pakistan à la Chine pendant cinq jours. Par ailleurs, les mouvements fondamentalistes ont organisé l'entrée en Afghanistan de plusieurs milliers de volontaires<sup>83</sup>. En novembre, des estimations faisaient état de 8 000 combattants tribaux, nourris par les habitants, attendant le passage dans la Bajaur Agency. Ils ont été mobilisés par le Tanzim Nifaz Shariat-i Mohammadi, (dont le leader est Muhammad Abdullah). A Karachi, une foule de 5 000 personnes a assisté au rapatriement des corps des militants du Harakat ul-mojahidin tués en Afghanistan. Les réfugiés afghans qui fuyaient les bombardements ont été accueillis comme des *mohajir* de la même façon qu'au début des années quatre-vingt au moment de l'invasion soviétique.

Ces mobilisations sont cependant restées géographiquement limitées et le soutien de la population ne s'est pas transformé en action collective. Cet échec s'explique probablement de différentes façons. Il n'y a pas eu dans le monde musulman de mobilisations semblables à ce qu'on avait pu voir pendant la guerre du Golfe, du fait de la mauvaise image des taliban et de ce que l'Afghanistan n'étant pas un pays arabe, la solidarité ne pouvait être que religieuse (et non pan arabe). Dans le cas du Pakistan, les différents partis opposés à l'intervention américaine n'ont pas atteint un niveau de coordination suffisant, ce qui explique que les manifestations n'ont pas eu davantage de succès. De plus, l'absence d'engagement des deux grands partis nationaux, le PPP et la PML, justifie la faible mobilisation de la rue. Par ailleurs, la répression a été menée avec efficacité après une purge dans l'armée qui a débarrassé Musharraf de ses opposants potentiels. Des opérations de police ont neutralisé les principaux leaders fondamentalistes et la police a tiré sans hésitation sur la foule (une quinzaine de morts au total). De même, l'interdiction d'utiliser les haut-parleurs des mosquées pour autre chose que la prière (1<sup>er</sup> novembre) montre la crainte d'un débordement éprouvée par le gouvernement. D'après certains universitaires pakistanais à Peshawar, ce dernier a payé les leaders des zones tribales pour éviter une perte de contrôle. Il est possible que dans ce cas il ait pu jouer de l'opposition entre les oulémas et les chefs tribaux, notamment en raison de l'opposition des premiers à la culture de l'opium qui représente une source importante de revenu pour les seconds.

---

<sup>81</sup> *The News*, 1<sup>er</sup> octobre 2001.

<sup>82</sup> D'après la presse pakistanaise, Mingora, Nowshera, Buner, Swabi, Peshawar, Dargai, Mardan, Di Khan Manshera, Lakki Marwa, Akora Khattak, Chakdar, Mohmand Agency, Khyber Agency, Timargara sont les districts où l'on a manifesté le plus.

<sup>83</sup> *The News*, 2 novembre 2001.

Après l'attentat du 13 décembre contre le Parlement indien, le régime de Musharraf a lancé une opération plus vaste pour casser les mouvements jihadistes. Il a ainsi interdit plusieurs groupes armés : deux groupes militant pour l'indépendance du Cachemire, le Lashkar-e-Taiba et le Jaish-e-Mohammad, accusés par l'Inde d'avoir perpétré l'attentat, et deux mouvements pakistanais impliqués dans des conflits sectaires, le Sipah-i-Sahaba Pakistan (SSP) sunnite et le Tehreek-i-Jafria Pakistan (TJP) chiite, ainsi qu'une organisation pro-taliban qui a envoyé des milliers de volontaires en Afghanistan, le TNSM que nous avons évoqué plus haut. Des milliers de militants ont été arrêtés et des centaines de locaux ont été fermés dans tout le Pakistan en janvier 2002.

A plus long terme, le gouvernement pakistanais doit tenter de reprendre la main sur les institutions religieuses. Les tentatives pour contrôler les madrassas remontent en fait à l'arrivée de Musharraf au pouvoir, mais la situation politique était alors telle qu'il n'a pas pu prendre de mesures significatives en ce sens. Le 18 août 2001, le gouvernement a publié une ordonnance (*Pakistan Madrassah Education Board Ordinance*) qui était un premier pas vers une intégration des séminaires dans le système d'éducation général, mais ces mesures se sont heurtées jusqu'à présent à de fortes résistances de la part des oulémas. Depuis, le gouvernement américain a prévu un don de 100 millions de dollars pour le fichage des étudiants des madrassas pakistanaises, ce qui confirme sa volonté d'intervenir directement dans les opérations de police des pays où les mouvements radicaux sont implantés<sup>84</sup>. Or le gouvernement n'a pas les moyens de financer une réforme en profondeur du système éducatif, alors que les madrassas accueillent pour le seul Penjab plus de 250 000 étudiants, dont la plupart sont issus de familles pauvres<sup>85</sup>. La mise au pas des institutions religieuses est donc d'abord envisagée comme une opération de police, dont les résultats pourraient être l'émergence d'une frange plus radicale, comme le montrent les exemples d'autres régimes autoritaires (Egypte, Turquie, Ouzbékistan). L'assassinat du journaliste Daniel Pearl et les attentats contre les madrassas chiites vont en tout cas dans ce sens. L'épreuve de force entre le gouvernement et les mouvements religieux va également aggraver la polarisation entre les groupes sociaux au Pakistan : d'un côté une classe moyenne urbaine modernisatrice et opposée aux oulémas et d'un autre, les classes populaires - notamment dans les provinces frontalières - où les oulémas gardent une influence importante. On observe un mouvement parallèle pour réduire l'autonomie des *Tribal Areas* à la frontière qui date également de l'arrivée de Musharraf au pouvoir, mais la reprise de la contrebande de drogue et les intérêts locaux rendront cependant difficile la mise au pas de tribus très lourdement armées.

## Les relations avec l'Afghanistan post-taliban

La défaite militaire des taliban a permis la formation d'un gouvernement provisoire et l'envoi d'une force internationale de plus de 4 000 hommes qui assurent la sécurité de la capitale et du gouvernement de transition. Bien que juridiquement incontestable, ce gouvernement présidé par Hamid Karzai n'est pas parvenu à reconstituer un Etat, dans la mesure où il ne dispose pas d'un monopole même approximatif de la force. Le règlement

---

<sup>84</sup> *The News*, 7 décembre 2001.

<sup>85</sup> *The Herald*, « The real battlefield », novembre 2001, p. 50.

politique doit maintenant attendre la convocation d'une *Loya jirga* (assemblée traditionnelle) à l'été 2002, mais rien n'indique une reconstruction rapide de l'Etat, malgré les 4 milliards d'aide promis par la communauté internationale.

L'intervention américaine a en effet conduit au retour de la fragmentation politique selon deux modalités différentes au Nord et au Sud. Au Nord, divers pouvoirs régionaux coexistent, même si les accrochages sont fréquents. Au Sud, une guérilla s'est reconstituée avec des combattants internationalistes et des taliban. Les premières opérations américaines de contre-insurrection montrent un ennemi motivé dont l'élimination, si elle est possible, prendra, de l'aveu même des militaires américains, encore plusieurs mois. En choisissant d'intervenir directement, les Etats-Unis prennent le risque de mener d'interminables opérations de nettoyage, et surtout de déstabiliser le gouvernement de Karzai. En effet, les Etats-Unis utilisent des mercenaires pour mener l'essentiel des combats, ce qui contribue au désordre et interdit au gouvernement de Kaboul d'imposer son autorité. Par ailleurs, les combats se déroulent uniquement chez les Pachtounes, alors que le gouvernement est dominé par des Tadjiks, ce qui risque d'accroître les tensions inter-communautaires, déjà fortes dans le Nord. Plusieurs dizaines de milliers de Pachtounes ont en effet été chassés des provinces du Nord par les partis de la coalition gouvernementale (ou avec leur complicité) ces derniers mois<sup>86</sup>. Par ailleurs, l'extension des opérations des groupes taliban dans les provinces au sud de Kaboul (et non plus seulement dans l'Est), bien que relativement limitée pour l'instant, est un signe inquiétant pour l'avenir.

Dans l'immédiat, le Pakistan se trouve confronté à une zone d'instabilité sur sa frontière, alors que la production d'opium a repris à grande échelle immédiatement après la chute des taliban. Les réseaux transfrontaliers taliban ne semblent pas avoir totalement disparu, malgré la présence permanente de troupes gouvernementales dans les zones tribales. Sur un plan diplomatique, le Pakistan a été totalement exclu des négociations en raison de son rôle passé et de l'opposition de l'Alliance du Nord, appuyée par la Russie et l'Inde. Pour la première fois depuis la fin des années soixante-dix, le Pakistan ne dispose d'aucun moyen d'influer sur la situation en Afghanistan. La présence américaine lui interdit pour l'instant d'intervenir dans la zone frontalière où les bombardements se poursuivent, et la politique afghane du Pakistan, au moins dans les prochains mois, sera essentiellement réactive.

## CONCLUSION

En premier lieu, la crise actuelle a montré une certaine cohérence des institutions pakistanaises, surtout en comparaison avec la crise de Kargil<sup>87</sup>. Par exemple, l'ISI n'a semble-t-il pas continué à fournir un soutien logistique significatif aux taliban malgré la présence de nombreux officiers islamistes au sein de cette institution<sup>88</sup>. Les purges

---

<sup>86</sup> Voir Human Rights Watch, communiqué du 7 mars 2002.

<sup>87</sup> Blom 2000.

<sup>88</sup> Voir cependant *The Herald* (Islamabad) de novembre 2001 qui fait état d'une aide marginale.

effectuées par Musharraf au sein de l'armée et la répression sévère des opposants lui donnent, au moins à court terme, les mains libres pour imposer ses orientations politiques. On peut voir ici un effet d'apprentissage après l'humiliation de Kargil et aussi une meilleure cohérence liée à un régime militaire qui n'a pas à composer au quotidien avec les partis politiques et l'opinion publique. L'Etat pakistanais prend donc place dans le système hégémonique américain, ce qui amène à s'interroger sur le rôle ambigu des Etats dans ce type de situation : porte-parole des intérêts d'une communauté nationale ou relais d'un ordre interétatique qui s'impose contre les populations. Quoiqu'il en soit, l'armée, largement responsable du fiasco de la politique afghane et cachemirienne, a opéré un changement radical de stratégie qui implique notamment de renoncer à sa politique de soutien aux mouvements jihadistes.

Après avoir aidé au développement et instrumentalisé les mouvements religieux, l'Etat est maintenant conduit à une épreuve de force avec les groupes qui résistent au changement<sup>89</sup>. Sur le long terme, le succès de l'Etat pakistanais n'est pas garanti dans la mesure où la question de l'intégration des étudiants de ces madrassas n'est pas résolue. On vérifie cependant que l'Etat pakistanais, réputé faible, a toujours réussi jusque-là à instrumentaliser les relations ambiguës qu'il créait avec des partis ou des institutions religieuses. Les islamistes, puis les fondamentalistes ont fait successivement les frais des changements de stratégie du Pakistan sans pouvoir s'y opposer.

Le Pakistan se voit également contraint de renoncer à offrir un sanctuaire aux mouvements de guérilla au Cachemire pour éviter d'être accusé de soutenir le terrorisme. En mettant fin aux opérations militaires transfrontalières, le Pakistan accepte le fait accompli au Cachemire dans la mesure où l'Inde refuse d'internationaliser la question et de procéder au référendum initialement prévu au moment de la Partition. L'Etat pakistanais risque dès lors de perdre le contrôle des mouvements cachemiris comme le montre probablement l'attentat contre le Parlement indien du 13 décembre, qui est intervenu au pire moment du point de vue du Pakistan. Etant donné l'importance de la question cachemirienne dans l'identité nationale pakistanaise, ce renoncement sera difficilement accepté par une partie au moins de la population.

Enfin, malgré les gages donnés aux Etats-Unis, le Pakistan reste régionalement isolé et le soutien occidental limité, alors même que le régime de Musharraf doit maintenant contenir une opposition religieuse en voie de radicalisation, opérer une mutation radicale dans sa politique cachemirienne, avec une base sociale faible et dans une situation économique qui empire<sup>90</sup>.

---

<sup>89</sup> On est là dans une logique assez proche de celle de la Turquie, où l'armée a également encouragé les mouvements religieux après le coup d'Etat de 1980, avant d'en faire un ennemi prioritaire avec les nationalistes kurdes.

<sup>90</sup> Je remercie les différentes ONG qui m'ont accueilli lors de mes séjours à Peshawar et en Afghanistan, notamment l'AMI et MSF Belgique, les Afghans et les Pakistanais qui ont bien voulu répondre à mes questions, ainsi que les chercheurs de l'Area Study Center de l'université de Peshawar.

## Bibliographie

### Ouvrages et articles

Ahmad (Qazi Hussein), 1986. *Pakistan and the Afghan Crisis*, Islamabad, Institute of Policy Studies.

Akhtar (Rai Shakil), 2000. *Media, Religion and Politics in Pakistan*, Karachi, Oxford University Press.

Amin (Prof. A. Rasul), 1996. *Afghanistan Through a Critical Phase of History*, Peshawar, WUFA.

Amnesty International, 1997. *Afghanistan. Report of Mass Graves of Taleban Militia*, AI Index: ASA 11/11/97.

Amnesty International, 1996. *Afghanistan. Grave Abuses in the name of religion*, AI Index: 11/12/96.

Arif (General K.M.), 1995. *Working with Zia*, Oxford, Oxford University Press.

Akram (Assem), 1996. *Histoire de la guerre d'Afghanistan*, Paris, Balland.

Blom (Amélie), 2000. « Les modèles d'Allison appliqués à un Etat "à voix multiples" : le Pakistan et la crise de Kargil », *Cultures et Conflits*, n° 37.

Burdelein (Claude et al), 1997. *Report of the DHA Mission to Afghanistan*, UN, non publié.

Cloughley (Brian), 2000. *A History of the Pakistan Army*, Karachi, Oxford University Press.

Davies (Anthony), 2001. « Foreign fighters step up activity in Afghan civil war », *Jane's Intelligence Review*, vol 13, n° 8, 1<sup>er</sup> août.

Dorransoro (Gilles), 1996. « L'économie de guerre en Afghanistan », in *Les Economies de guerre*, sous la direction de Jean-Christophe Rufin et François Jean, Paris, Hachette.

Dorransoro (Gilles), 2000. *La Révolution afghane*, Paris, Karthala.

Dorransoro (Gilles), 2001. « Les oulémas en politique : le cas afghan », *Revue des sciences sociales des religions*.

Dorransoro (Gilles), 2002. « Après les Taleban : fragmentation politique, hiérarchies communautaires et classes sociales en Afghanistan », *Cultures et Conflits*, à paraître.

English (Richard), 1989. *The Economic Impact of Afghan Refugee Settlement on the Tribal Areas of Northwest Pakistan*, UNHCR, non publié.

Etienne (Gilbert), 2002. *Imprévisible Afghanistan*, Presses de Sciences Po.

Foley (Paul) 1991. *Hejrat: the Migration of Afghan Refugees to Pakistan, 1978-1991*, PhD, unpub., University of Hawai.

Ghaus (Aisha et al.), 1997. *Provincial Governments and the Social Sectors in Pakistan*, Lahore, Vanguard Books.

Gilani (Ijaz. S.), 1984. *The Four 'R' of Afghanistan. A Study of Pak-Afghan Relations and their Impact on Foreign Policy Attitudes in Pakistan*, Islamabad, Institute of Strategic Studies.

Grare (Frédéric), 1997. *Le Pakistan face au conflit afghan (1979-1985) : au tournant de la guerre froide*, Paris, L'Harmattan.

Human Rights Commission of Pakistan, 1999. *State of Human Rights in 1998*, Lahore.

Human Rights Watch, 2001. *Afghanistan. Crisis of Impunity. The Role of Pakistan, Russia and Iran in Fueling the Civil War*, juillet.

Hussain (Fakir), 1992. *Status of Women in NWFP*, USAID, rapport non publié.

Jaffrelot (Christophe, ed.), 1999. *Le Pakistan, carrefour de tensions régionales*, Bruxelles, Complexe.

Jalazai (Musa Khan), 1998. *The Sunni-Shia Conflict in Pakistan*, Lahore, Book Traders.

Keiser (Lincoln), *Organized Vengeance in a Kohistani Community*, Holt, Rinehart and Winston Inc.

Mahmood (Sohail), 1995. *Islamic Fundamentalism*

in *Pakistan, Egypt and Iran*, Lahore, Vanguard Book.

Maley (William, ed.), 1998. *Fundamentalism reborn? Afghanistan and the Taleban*, London, Hurst and Co.

Malik (Jamal), 1996. *Colonization of Islam. Dissolution of Traditional Institutions in Pakistan*, Lahore, Vanguard Books.

Marsden (Peter), 1998. *The Taleban: War, Religion and the New Order in Afghanistan*, London, Zed Books.

Moshref (Rameen), 1997. *The Taleban*, The Afghan Forum, Occasional Papers n° 35.

Nasr (Seyyed Vali Reza), 1996. *Mawdudi and the Making of Islamic Revivalism*, Oxford, Oxford University Press.

Olesen (Asta), 1995. *Islam and Politics in Afghanistan*, Curzon Press.

Physicians for Human Rights, 1998. *The Taleban's War on Women: A Health and Human Crisis in Afghanistan*, Boston, non publié.

Pirzada (Sayid A. S.), 2000. *The Politics of the Jamiat Ulema-i-Islam Pakistan 1971-77*, Karachi, Oxford University Press.

Rashid (Ahmed), 2000. *Taliban. Islam, Oil and the New Great Game in Central Asia*, London, Tauris ; traduction française : *L'Ombre des talibans*, Paris, Autrement, 2001.

Rittenberg (S. A.), 1988. *Ethnicity, Nationalism and the Pakhtuns: The Independance Movement in India's North-West Frontier Province*, Durham, N.C., Carolina Academic Press.

Rizvi (Hassan Askari), 2000. *The Military and Politics in Pakistan 1947-1997*, Lahore, Sang-e-Meel Publications.

Robert R. Nathan Associates, 1989. *Profile of Private Cross-Border Trade Between Afghanistan and Pakistan*, non publié.

Rubin (Barnett R.), 1995. *From Buffer State to Failed State*, Yale University Press, New Haven and London.

Rubin (Barnett R.), 1997. « Women and pipelines: Afghanistan's proxy war », *International Affairs*, 73, 2, pp. 283-296.

Rubin (Barnett R.), 1998. *Testimony on the Situation in Afghanistan*, United States Senate Committee on Foreign Relations, 8 octobre.

Schetter (von Conrad), 1997. « Pashtunischer Ethnozentrismus oder einigender Islam ? », *Blätter für Deutsche und internationale Politik*, octobre.

Scofield (Victoria, ed.), 1997. *Old Roads New Highways: Fifty Years of Pakistan*, Karachi, Oxford University Press.

Shah (Syed Waqsar Ali), 1992. *Muslim League in NWFP*, Karachi, Royal Book Company.

Tahir (Amin), 1984. « Afghan resistance: past, present and future », *Asian Survey*, vol. XXIV, n° 4, avril.

The Economist Intelligence Unit, 1999. *Pakistan, Afghanistan*, 2<sup>ème</sup> trimestre 1999, Country Report.

Tirmazi (Syed A. I.), 1995. *Profiles of Intelligence*, Lahore, Intikhab-e-Jadeed Press.

Ziring (Lawrence), 2000. *Pakistan in the Twentieth Century. A Political History*, Oxford, Oxford University Press.

## Périodiques

*Dawn*

*Kabul Time*

*Nation*

*The Frontier Post*

*The Herald*

*The Khayber Mail*

*The News International*

*Viewpoint*